

DROITS DES FEMMES

Le président de la République réaffirme l'engagement de l'État

Page 2

LA VOIE D'ALGÉRIE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION - N° 443 LUNDI 9 MARS 2026 - ALGERIE 20 DA - ISSN : 2992-1651

CONSEIL DES MINISTRES

AMENDEMENT DE LA LOI FIXANT LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

ABDELMADJID TEBBOUNE VEUT ASSOCIER LES PARTIS POLITIQUES

Page 3



ENVIRONNEMENT

Vers une stratégie nationale de gestion des risques majeurs à l'horizon 2035

Page 5

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Plus de 300 victimes des frappes sionistes contre le Liban en une semaine

Page 12

CULTURE

Concert exceptionnel de musique Malouf de Abbas Righi à Alger

Page 10

DROITS DES FEMMES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE RÉAFFIRME L'ENGAGEMENT DE L'ÉTAT

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à consolider la place de la femme dans la société et à renforcer sa participation au projet national de construction de l'Etat moderne.



Dans un message adressé aux Algériennes, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes célébrée le 8 mars, le président Tebboune a souligné que les transformations engagées dans le pays s'accompagnent d'une volonté claire de consacrer l'égalité des chances et de promouvoir une intégration pleine et entière des femmes dans tous les domaines de la vie publique.

S'adressant directement aux femmes algériennes, le président de la République a déclaré que «c'est fière de vous que l'Algérie s'emploie actuellement à consacrer le droit de la femme à une intégration pleine et entière dans la dynamique des transformations en cours vers l'édification de l'Etat moderne», rappelant que la célébration du 8 mars intervient dans un contexte national marqué par «des réformes» et «une volonté de modernisation qui reposent sur la mobilisation de toutes les compétences du pays». Le président de la République a également tenu à mettre en avant la dimension historique et symbolique du rôle des femmes dans l'histoire de l'Algérie.

«Alors que vous célébrez, en ce 8 mars, la Journée internationale des droits des femmes dans une Algérie nouvelle et victorieuse, et que vous partagez, avec les femmes du monde entier, la commémoration des luttes pour l'émancipation de la femme, vous êtes, dans ce pays béni, les dignes héritières de résistantes, de martyres et de moudjahidate au parcours retentissant symbolisant l'esprit de sacrifice pour la patrie», a affirmé le Président. Dans son message, le président Tebboune a insisté sur le fait que l'Algérie s'appuie sur le principe d'une citoyenneté pleine et entière, dans laquelle les femmes occupent une place essentielle.

«Nous avons, en effet, ouvert grand les portes afin de renforcer le rôle de la femme dans le projet national, notamment à travers son accession aux plus hautes responsabilités et fonctions et aux grades les plus élevés», a indiqué M. Tebboune, mettant en avant les avancées enregistrées ces dernières années en matière de représentation féminine.

RENFORCER L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET LE PRINCIPE DE PARITÉ

Le président de la République a souligné que la présence des femmes dans les institutions publiques n'a cessé de progresser. «Aujourd'hui, la femme algérienne enregistre la plus forte présence au sein du gouvernement depuis l'indépendance, ainsi que dans les assemblées élues, les institutions constitutionnelles, les corps constitués et dans tous les domaines de l'activité économique», a-t-il ajouté, réaffirmant suivre de près la mise en œuvre des orientations données au gouvernement afin de «renforcer l'autonomisation des femmes» et de «concrétiser le principe de parité consacré par la Constitution».

Au-delà des responsabilités institutionnelles, le président Tebboune a salué les réussites des Algériennes dans de nombreux secteurs. Il a exprimé sa fierté face à «ce que les filles de cette chère patrie réalisent en termes de créativité, d'innovation et d'excellence dans les domaines intellectuel, culturel, artistique et sportif», mettant en avant le rôle essentiel des femmes dans la transmission des valeurs et de l'héritage culturel de la société algérienne, tout en rappelant l'importance du travail accompli par les éducatrices et les formatrices auprès des jeunes générations, à l'école comme au sein de la famille. Ce message s'inscrit dans une continuité politique régulièrement affirmée par le président Tebboune, qui rappelle souvent que la place des femmes dans l'Algérie d'aujourd'hui «est indissociable de leur contribution à l'histoire nationale».

Les Algériennes ont en effet pris part à la lutte de Libération nationale aux côtés des hommes, assumant des rôles multiples dans la résistance, le soutien logistique et l'engagement direct pour l'indépendance.

Evoquer cette filiation historique ne relève pas seulement du devoir de mémoire. C'est aussi reconnaître que l'engagement des femmes pour leur pays n'a jamais attendu qu'on le leur permette. Leur participation à la construction nationale s'inscrit dans une continuité qui traverse les générations et qui se manifeste aujourd'hui dans tous les secteurs de la société.

Cet héritage rappelle que l'égalité entre les femmes et les hommes ne constitue pas un privilège accordé, mais l'aboutissement naturel d'une histoire dans laquelle les femmes ont toujours été présentes, souvent en première ligne.

Il invite également à poursuivre les efforts pour consolider les acquis et ouvrir davantage d'opportunités à celles qui contribuent chaque jour au développement et au rayonnement du pays.

Nadine Oumakhlouf

LE SG DE L'ONU PLAIDE POUR LA FIN DE LA DISCRIMINATION JURIDIQUE ENVERS LES FEMMES

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a plaidé pour la fin des pratiques discriminatoires afin de garantir la justice, la dignité, les opportunités et la liberté pour les femmes et les filles partout dans le monde, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, célébrée le 8 mars.

«Cette année, la Journée internationale des femmes est consacrée aux droits, à l'action et à la justice, pour toutes les femmes s et toutes les filles. A travers le monde, les femmes s ne détiennent que 64% des droits juridiques dont jouissent les hommes», a écrit M. Guterres dans son message à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

«Nous devons nous unir pour tenir la promesse que présage les objectifs de développement durable et le Programme d'action Pékin+30. En attaquant les lois et pratiques discriminatoires et en défendant les progrès déjà accomplis, nous pouvons garantir à toutes les femmes s la dignité et la liberté qu'elles méritent et leur offrir les possibilités qui leur sont dues», a-t-il souligné.

Pour M. Guterres, «la discrimination juridique peut marquer tous les aspects de la vie d'une femme, en l'empêchant de posséder des biens, de demander le divorce ou d'accepter un emploi sans l'autorisation de son mari. Par ailleurs, des lois limitent l'accès des femmes à l'éducation, leur capacité de transmettre leur nationalité à leurs enfants, voire leur liberté de se déplacer hors de chez elles».

«Même lorsque des protections juridiques sont en place, la discrimination et l'application insuffisante de ces mesures font qu'il reste difficile pour les femmes s'être entendues par les tribunaux et d'obtenir une assistance juridique», a-t-il ajouté.

«Lorsque nous ne sommes pas égaux devant la loi, nous ne sommes pas égaux. Il est temps de faire de la justice une réalité pour les femmes s et les filles, partout dans le monde», conclut M. Guterres dans son message.

AMENDEMENT DE LA LOI FIXANT LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

ABDELMADJID TEBBOUNE VEUT ASSOCIER LES PARTIS POLITIQUES

Le processus de réformes politiques engagé ces dernières années vient de franchir un nouveau cap en s'étalant désormais aux circonscriptions électorales et à la représentation au sein de l'Assemblée nationale populaire (APN).



Ce dossier a en effet été à l'ordre du jour de la réunion du Conseil des ministres qui s'est tenue hier, avec l'examen du texte de loi le régissant, au sujet duquel le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné une série de nouvelles instructions.

« Concernant l'amendement de la loi fixant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir au Parlement, le président de la République a ordonné la révision du projet d'amendement de cette loi et l'association des partis politiques avant son adoption dans sa version finale », a indiqué un communiqué des services de la Présidence rendu public à l'issue de la réunion. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce chantier, il a également instruit de procéder à la « mise en place d'une commission chargée du suivi et de la révision de ce projet d'amendement, qui se réunira au siège de la Présidence de la République afin de trancher définitivement le nombre de sièges à pourvoir lors des élections législatives », est-il encore souligné dans le même communiqué.

Tel qu'il l'a souvent exprimé, le président de la République réaffirme ainsi sa volonté de renforcer le processus démocratique dans le pays, en entreprenant des réformes à plusieurs niveaux, dans le but de rendre les assemblées élues plus représentatives et de promouvoir la démocratie participative.

En outre, faut-il noter aussi que la révision du texte de loi en question intervient après la promotion, l'année précédente, de 11 nouvelles circonscriptions à travers différentes régions du pays au rang de wilaya.

En conséquence, les modalités d'élection des représentants à la première chambre du Parlement nécessitent d'être revues afin de déterminer le nombre de sièges que ces nouvelles circonscriptions seront appelées à pourvoir.

UNE COMMISSION POUR TRANCHER LE NOMBRE DE SIÈGES À POURVOIR À L'APN

En tout cas, cette révision fait partie d'une série de réformes qui se sont traduites par des lois qui ont été amendées ou sont en cours d'élaboration, dans le même but qui consiste à renforcer l'exercice démocratique sur la scène politique nationale.

Ce processus a ainsi été entamé, rappelle-t-on, par l'amendement de la Constitution, ayant eu lieu en 2020 et dont les principaux objectifs sont « le renforcement de la séparation des pouvoirs, l'amélioration du contrôle du Parlement sur le gouvernement, la lutte contre la corruption et la moralisation de la vie publique », mais aussi de répondre aux aspirations populaires. Dans le même objectif, il y a eu également la réforme du système électoral, dont les nouvelles mesures introduites comprennent, entre autres, l'introduction de listes ouvertes pour certaines élections, sur lesquelles les électeurs peuvent choisir des candidats sans l'approuver intégralement, l'encouragement des candidatures indépendantes, l'introduction de règles plus strictes sur le financement des campagnes électorales, ainsi que d'autres mesures pour renouveler la classe politique.

Cependant, l'autre chantier qui est en cours d'élaboration et qui contribuera à une meilleure organisation de la scène politique nationale est celui portant sur la révision de la loi sur les partis que le président de la République a engagée récemment.

Destiné à « réorganiser la vie partisane et adapter le système politique aux nouvelles institutions », ce projet de révision législative vise essentiellement à moderniser le cadre juridique régissant les partis, renforcer la transparence et le contrôle du financement des partis et autres associations à caractère politique, et structurer davantage le paysage politique, comme cela a été expliqué précédemment par le ministre de l'Intérieur.

Parmi les nouvelles mesures qui devront être introduites, il y a notamment la lutte contre le nomadisme politique, la limitation du mandat des présidents de partis à cinq ans seulement ou encore l'encouragement des jeunes et des femmes à se lancer dans les courses électorales.

Mohamed N.

AÏD EL-ADHA 2026

PLAFONNEMENT DU PRIX DU MOUTON IMPORTÉ ET LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

A l'approche de l'Aïd El-Adha 2026, les pouvoirs publics multiplient les mesures pour assurer la disponibilité des moutons et préserver le pouvoir d'achat des ménages. Dans un contexte marqué par la hausse des prix des viandes rouges et la baisse du cheptel national ces dernières années, l'Etat a décidé de recourir à l'importation massive d'ovins afin de stabiliser le marché. Hier, cette question a été au centre de la réunion du Conseil des ministres présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté sur la nécessité « d'un suivi rigoureux de l'opération » et « d'une lutte ferme contre toute forme de spéculation ».

Lors de cette réunion, le président de la République a décidé de plafonner le prix du mouton importé à 50 000 dinars, selon un communiqué du Conseil des ministres. Cette mesure vise à protéger le pouvoir d'achat des citoyens et à permettre au plus grand nombre de familles d'accomplir le rite du sacrifice dans des conditions accessibles. Abdelmadjid Tebboune a également chargé les services gouvernementaux « d'assurer un suivi strict de l'opération d'importation et de la commercialisation des moutons destinés à l'Aïd El-Adha », tout en veillant « à lutter contre toutes les formes de spéculation, de fraude et de contrebande » susceptibles de perturber le marché.

L'importation d'un million de moutons, décidée au plus haut niveau de l'Etat, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à renforcer l'offre sur le marché national et à éviter toute flambée des prix à l'approche de la fête religieuse.

Dans ce contexte, la réunion du Gouvernement tenue le 18 février dernier sous la présidence du Premier ministre, Sifi Ghrieb, avait été consacrée à l'examen de l'état d'avancement de cette opération d'importation, avec un exposé détaillé sur les différentes étapes du processus, depuis la préparation des accords avec les pays fournisseurs jusqu'aux modalités pratiques de transport, de contrôle et de distribution des ovins sur le territoire national. Dans ce cadre, il a été indiqué que le secteur agricole a conclu plusieurs accords sanitaires et commerciaux afin d'assurer les meilleures conditions de transport et de distribution des ovins. L'opération est également accompagnée de mesures fiscales et douanières exceptionnelles prévues par la loi de Finances 2026. Celle-ci prévoit l'exonération des droits de douane, de la taxe sur la valeur ajoutée, de la taxe de domiciliation bancaire, de la contribution de solidarité ainsi que du précompte pour les têtes ovines vivantes importées à l'occasion de l'Aïd El-Adha durant la période allant du 15 avril 2025 au 30 juin 2026.

AGIR AVEC FERMETÉ CONTRE LES SPÉCULATEURS EN CE MOIS SACRÉ

Concernant le pouvoir d'achat en ce mois sacré du Ramadan, le président de la République a insisté sur « la nécessité d'assurer un suivi quotidien du marché ». Avant d'aborder les projets de loi et les exposés présentés par les membres du Gouvernement, il a appelé à « une vigilance accrue sur le terrain face aux pratiques spéculatives touchant certains produits alimentaires, notamment les fruits et les viandes importées ».

Il a ainsi demandé aux autorités compétentes « de renforcer les contrôles dans les marchés et les circuits de distribution afin de prévenir toute manipulation des prix ou tentative de pénurie artificielle ». Cette orientation vise à protéger les consommateurs et à garantir « l'approvisionnement régulier des produits de large consommation durant cette période marquée par une forte demande ».

Dans ce contexte, le chef de l'État a ordonné d'agir « avec fermeté contre les spéculateurs impliqués dans ces pratiques », ordonnant au Gouvernement « l'inscription immédiate des personnes concernées sur des listes noires », ainsi que « l'interdiction définitive pour leurs propriétaires d'exercer toute activité liée à l'importation ou au commerce », et ce, afin de « préserver la stabilité du marché » et « protéger le pouvoir d'achat des citoyens », particulièrement durant le mois de Ramadan.

Yanis Ait Lamara

Les partis politiques intensifient leurs activités en prévision des élections législatives

A l'approche des élections législatives prévues en 2026, la scène politique nationale connaît une dynamique notable. Rencontres de cadres, conférences-débats, séminaires intellectuels et rassemblements de militants se multiplient dans plusieurs wilayas, témoignant d'une présence accrue des partis sur le terrain et d'un débat politique qui se densifie autour des enjeux nationaux et internationaux.



Dans ce climat marqué par une activité soutenue, le Front des forces socialistes (FFS) a tenu à Alger une rencontre fédérale regroupant les cadres du parti. A cette occasion, son premier Secrétaire national, Youcef Aouchiche, a mis l'accent sur l'importance des élections législatives de 2026, qu'il a présentées comme une échéance majeure dans le processus politique du pays. Il a souligné que le défi auquel fait face l'Algérie réside dans le renforcement de l'unité nationale dans un environnement international caractérisé par de profondes transformations et de multiples tensions. Dans cette perspective, il a appelé les citoyens à participer activement à la construction de l'avenir du pays, estimant que les mutations de l'ordre mondial imposent de consolider la cohésion interne.

La question de la cohésion nationale a également occupé une place centrale lors d'une rencontre organisée à Relizane par le parti Tajamoue Amel Djazaïr (TAJ). Sa présidente, Fatima Zohra Zerouati, a présidé un rassemblement de militants dans la commune de Merdja Sidi Abed, lors de laquelle elle affirmé que les transformations du monde exigent de consolider l'unité nationale et de renforcer le tissu social afin de faire face aux défis extérieurs, rappelant que la protection de la patrie constitue une responsabilité collective qui suppose l'attachement aux valeurs nationales et le resserrement des rangs face aux menaces susceptibles d'affecter la cohésion du pays.

A Bou Saâda, dans la wilaya de M'sila, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelaali Hassani Cherif, a mis en avant la nécessité d'un engagement ferme envers les valeurs nationales fondées sur l'unité des rangs, l'esprit de consensus et la coexistence, quelles que soient les orientations politiques. Selon lui, la protection de la cohésion nationale passe par une prise de conscience collective et par l'orientation des énergies vers la construction et la défense de la patrie face aux campagnes visant à fragiliser la stabilité du pays.

Dans les wilayas de Constantine et Bordj Bou Arréridj, le Secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Mounder Bouden, a évoqué les efforts de l'Etat pour consolider l'état des institutions et préserver le caractère social des politiques publiques, saluant également le soutien apporté par les pouvoirs publics au produit national, présenté comme un choix économique souverain. Il a également rappelé l'attachement constant de l'Algérie aux principes du respect de la souveraineté des Etats et de la légitimité internationale. La réflexion politique s'est également exprimée dans un cadre académique à travers un séminaire présidé par le Secrétaire général du parti du Front de libération nationale, Abdelkrim Benmbarek, intitulé : «L'action politique partisane en Algérie : de l'organisation du pluralisme à la rationalisation et à la moralisation de la pratique politique».

La rencontre a été animée par l'universitaire Saïd Mokaddem, Secrétaire général du Conseil de la Choura de l'Union du Maghreb arabe, qui a estimé que les réformes engagées en Algérie placent les acteurs politiques devant une responsabilité importante : participer à la consolidation d'un Etat doté d'institutions solides, capable de faire face aux défis internes et externes dans un environnement international marqué par des tensions croissantes.

Dans ce climat d'activité politique soutenue, la Secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a indiqué que sa formation poursuivait les préparatifs en vue des prochaines élections législatives. Elle a précisé que la convocation du corps électoral pourrait intervenir au début du mois d'avril, étape qui marquera le lancement officiel du processus électoral. Lors d'une réunion du bureau politique du parti, elle a expliqué que les discussions ont porté sur l'organisation de la campagne électorale et sur les aspects logistiques liés à cette échéance. La responsable politique a souligné que la conjoncture internationale actuelle, marquée par des tensions et des conflits croissants, impose la recherche de solutions nationales capables de renforcer la résilience du pays. Elle a également évoqué les répercussions possibles de la situation au Moyen-Orient sur l'équilibre régional. Sur le plan interne, Louisa Hanoune a appelé à intensifier la lutte contre la propagation de la drogue et des substances psychotropes, considérant que cette problématique nécessite une mobilisation des institutions publiques et des mécanismes de contrôle efficaces lorsque certaines missions sont confiées aux associations.

Mustapha Kateb

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

REPRISE DES TRAVAUX AUJOURD'HUI AVEC CINQ PROJETS DE LOI AU MENU

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux aujourd'hui en séance plénière consacrée au vote de plusieurs projets de loi inscrits à l'ordre du jour. Cette reprise de l'activité parlementaire intervient dans un contexte marqué par l'examen de dossiers à portée politique, mémorielle et réglementaire. Selon un communiqué de la chambre basse du Parlement, les députés se prononceront sur cinq textes juridiques. Parmi les dossiers les plus attendus figure le projet de loi relatif aux partis politiques.

En outre, les députés examineront l'adoption des dispositions ayant fait l'objet de désaccord dans le texte de loi relatif à la criminalisation du colonialisme français en Algérie, ainsi que celles liées au texte portant Code de la route. Dans ce même cadre, le projet de loi organique relatif aux partis politiques constitue l'un des principaux textes examinés lors de cette séance. En effet, ce projet vise à revoir certaines dispositions encadrant l'activité des formations politiques et leur fonctionnement interne. Les discussions parlementaires porteront sur plusieurs aspects liés à la représentativité des partis, aux conditions de leur création et à leur présence effective sur le territoire national. Les débats aborderont également les règles relatives à l'organisation interne et aux mécanismes de gestion financière. En outre, les députés examineront différentes propositions visant à renforcer la transparence dans la vie partisane et à encadrer davantage l'activité politique.

Le vote sur ce texte intervient alors que la scène politique connaît une activité accrue à l'approche de plusieurs échéances institutionnelles. La séance plénière sera également consacrée à l'adoption des dispositions restées en suspens dans le texte de loi relatif à la criminalisation du colonialisme français en Algérie. Ce dossier occupe une place importante dans le débat national en raison de sa dimension historique et mémorielle. Les discussions porteront notamment sur la définition juridique de plusieurs pratiques associées à la période coloniale, telles que la torture, les déplacements forcés de populations et les essais nucléaires réalisés sur le territoire algérien. Dans ce même sillage, le vote prévu permettra de trancher les articles ayant fait l'objet de divergences lors des précédentes étapes de l'examen parlementaire. Les députés se prononceront également sur les dispositions ayant suscité des désaccords dans le texte portant Code de la route. Ce projet de loi donne lieu à plusieurs échanges autour des mesures destinées à renforcer la sécurité routière et à réduire les accidents. Les discussions porteront notamment sur la nature des sanctions applicables en cas d'infractions graves, en particulier celles liées aux accidents mortels provoqués par la négligence ou le non-respect des règles de conduite. D'autres aspects concernent certains dispositifs techniques liés au contrôle des véhicules et à la régulation de la circulation routière.

Par ailleurs, les députés examineront le projet de loi relatif à l'organisation territoriale du pays. La séance est également consacrée au vote du projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2023. Ce document permet aux parlementaires d'évaluer l'exécution des finances publiques pour l'année concernée et de vérifier la conformité des dépenses réalisées par rapport aux prévisions inscrites dans la Loi de finances.

M. K.

ENVIRONNEMENT

Vers une stratégie nationale de gestion des risques majeurs à l'horizon 2035

Face à la multiplication des aléas climatiques, environnementaux et technologiques, la gestion des risques majeurs s'impose désormais comme une priorité stratégique pour les Etats. Dans ce contexte marqué par la nécessité d'anticiper les catastrophes et de renforcer les capacités de prévention et de réaction, l'Algérie s'engage dans une démarche structurée visant à moderniser son dispositif national de gestion des risques.



C'est dans cette optique que le gouvernement a examiné la stratégie nationale de gestion des risques majeurs à l'horizon 2035, un document de référence destiné à consolider la résilience du pays face aux catastrophes.

Dans ce sens, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, samedi dernier, une réunion du Conseil interministériel consacrée à la présentation de cette stratégie nationale de gestion des risques majeurs pour la période allant jusqu'à 2035, laquelle a été élaborée par des experts nationaux conformément aux orientations du président de la République.

Selon un communiqué des services du Premier ministre, «cette stratégie, dont la mise en œuvre repose sur des plans d'action annuels assortis d'objectifs clairs et d'une répartition précise des responsabilités entre les différents secteurs, s'inscrit dans le "Cadre d'action de Sendai", adopté par les Nations unies comme référence internationale pour la réduction des pertes liées aux catastrophes et de leurs effets négatifs».

Elle constitue également «un jalon important dans le processus de renforcement du système national de prévention des risques de catastrophes et de prise en charge de leurs conséquences, et un additif pratique à la nouvelle loi sur la prévention, l'intervention et la réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable, promulguée en 2024».

CAP SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS NATIONALES

Le communiqué souligne que ce nouveau système tend à «renforcer les capacités nationales pour faire face aux différents risques de catastrophes, tout en améliorant la rapidité et l'efficacité de la prise en charge de leurs conséquences», relevant que cette stratégie nationale s'inscrit dans un cadre international bien défini.

A ce propos, le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 a été adopté lors de la 3e Conférence mondiale des Nations unies tenue à Sendai, au Japon, le 18 mars 2015. Issu des consultations engagées dès 2012 et de négociations intergouvernementales menées entre 2014 et 2015 à la demande de l'Assemblée générale de l'ONU, avec l'appui du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe, il recommande «d'améliorer la compréhension des facteurs de risques de catastrophe, notamment l'exposition des populations, les vulnérabilités et les caractéristiques des aléas naturels ou technologiques», comme il préconise «le renforcement de la gouvernance des risques», «la mise en place de mécanismes de redevabilité en matière de gestion des catastrophes», ainsi que «la mobilisation d'investissements adaptés afin d'éviter la création de nouveaux risques».

Au niveau national, la Délégation nationale aux risques majeurs (DNRM) joue un rôle central dans la mise en œuvre de cette approche intégrée. Depuis 2020, cette institution a connu une dynamique particulière et a contribué activement à l'élaboration et à l'actualisation des cadres législatifs et réglementaires relatifs à la gestion des catastrophes.

INTÉGRER LES NORMES INTERNATIONALES ET CONSOLIDER LA PLANIFICATION TERRITORIALE

A ce titre, la DNRM a participé à l'élaboration de la loi n°24-04 du 26 février 2024, qui renforce les dispositifs existants et introduit des mesures innovantes visant à améliorer la prise en charge des risques. Cette loi met notamment l'accent sur «l'intégration des normes internationales», «la responsabilité accrue des collectivités locales» et «l'importance de la planification territoriale pour réduire les vulnérabilités».

La stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes, finalisée en 2024, s'inscrit dans cette dynamique et se trouve actuellement en voie d'adoption par le gouvernement, conformément aux instructions de la présidence de la République. La DNRM se positionne ainsi comme un acteur pivot dans la coordination entre les différentes institutions publiques, privées et internationales impliquées dans la gestion des risques majeurs. Grâce à des partenariats avec plusieurs organisations internationales, telles que la Banque mondiale, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), ou encore les agences des Nations unies spécialisées dans la réduction des risques de catastrophe, la DNRM a pu bénéficier d'un transfert de savoir-faire, de financements et de technologies destinés à renforcer les capacités nationales.

Par ailleurs, la délégation a contribué à l'élaboration de plusieurs dispositifs de prévention, notamment les plans de gestion et de prévention des risques de catastrophes ainsi que les plans ORSEC, consolidant ainsi l'architecture nationale de préparation et de réponse aux situations d'urgence.

Yanis Ait Lamara

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

«CORRIGER» LES LACUNES CONSTATÉES AU NIVEAU DE LA BANQUE DES GÈNES (MINISTRE)

Appelé à jouer un rôle déterminant dans le processus de renforcement de la sécurité alimentaire dans le pays, le projet de réalisation de la banque des gènes observe un rythme accéléré dans la phase d'installation d'équipements au niveau de ses différents départements, rendant ainsi sa mise en service imminente.

Pour cela, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Mehdi Oualid, a instruit de procéder au rattrapage du retard enregistré dans ce processus avant l'entrée de ce projet dans sa phase opérationnelle, dont la date précise n'a pas été annoncée. Lors d'une visite qu'il a effectuée à la station expérimentale et de recherche Mehdi Boualem, sise à Baraki, abritant le siège de la future banque des gènes et rattachée à l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA), le ministre a en effet constaté des retards et des lacunes qui doivent être corrigés.

«Après avoir parcouru les départements, (le ministre) a appelé au respect des normes internationales applicables aux banques de gènes», comme il a également «insisté sur la nécessité d'accélérer la correction de certaines lacunes constatées afin de rendre pleinement opérationnel ce projet stratégique pour la sécurité alimentaire nationale», et ce, après avoir pris connaissance de «l'avancement de son équipement en moyens matériels et humains nécessaires, en prévision de sa mise en service», a indiqué le ministère de tutelle dans un communiqué rendu public hier.

Le ministre a donné aussi des instructions pour «recenser toutes les lacunes afin de les combler et renforcer ses capacités, contribuant ainsi au développement de la recherche agricole pour relever les défis actuels de la sécurité alimentaire dans le pays», ajoute la même source. Selon les objectifs tracés, la banque des gènes en cours de réalisation est dotée de capacités de stockage qui s'élèvent à 80 000 souches génétiques, comprenant des espèces végétales autant qu'animales.

DES CAPACITÉS DE STOCKAGE DE 80 000 SOUCHES GÉNÉTIQUES

Au mois de novembre dernier, le ministre a annoncé lors d'une séance plénière à l'APN que le projet de banque des gènes en question devra être achevé et mis en service dès l'année en cours 2026. Si elle est fortement attendue par les milieux de la recherche agronomique et considérée comme un élément crucial pouvant booster la modernisation du secteur agricole, c'est parce que cette structure aura pour missions essentielles de «conservation de la diversité génétique nationale, y compris des variétés de plantes locales et des races animales, cruciales pour des systèmes agricoles résilients face aux changements climatiques», tel qu'il ressort des objectifs qui lui sont assignés.

Ainsi, visant à conserver, protéger et valoriser les ressources génétiques agricoles, la banque nationale des gènes contribuera activement au «renforcement de la sécurité et la souveraineté alimentaires face aux défis climatiques, aux pathologies et à la dépendance aux importations», comme l'avait indiqué le ministère de l'Agriculture au lancement de ce projet.

En outre, au même titre que la banque des gènes, la station expérimentale de l'INRAA joue elle aussi un rôle majeur dans la politique de renforcement de la sécurité alimentaire, compte tenu de ses missions et de son potentiel en matière de recherche et d'optimisation des filières agricoles. A cet égard, la station est dotée de laboratoires stratégiques, comme celui de biotechnologie et d'amélioration des plantes, de production animale, de technologie alimentaire et celui de bioclimatique et de l'irrigation agricole.

Entre autres travaux de recherche et d'expérimentation en cours de réalisation au niveau de la station, ceux de biologie moléculaire pour accélérer le développement de nouvelles variétés de céréales (blé, orge, triticale), la préservation de la biodiversité animale et le contrôle de la qualité du miel, ou encore la sécurité sanitaire des aliments grâce aux techniques nucléaires et extraction de molécules bioactives, selon le communiqué du ministère de l'Agriculture.

Mohamed N.

BISKRA

Sensibilisation des agriculteurs à l'aquaculture intégrée

La direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya a organisé, samedi dans la commune de Djemorah, une journée de sensibilisation destinée aux agriculteurs, consacrée à la promotion de l'investissement dans l'aquaculture intégrée à l'agriculture.



Cette rencontre, précise l'APS, qui rapporté l'information, a permis de mettre en lumière les opportunités offertes par ce type d'activité, à travers des interventions d'ingénieurs et de techniciens de la direction. Les participants ont ainsi assisté à des présentations illustrées par des photos et des vidéos mettant en avant plusieurs expériences réussies d'intégration de l'aquaculture dans les exploitations agricoles. Dans une déclaration à cette occasion, le directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, Salah-Eddine Oudhaïnia, a indiqué que l'opération d'ensemencement de poissons dans les bassins d'irrigation a connu des avancées importantes à Biskra. Selon lui, ces expériences concluantes démontrent la faisabilité et l'intérêt de cette pratique, qui peut être reproduite par les agriculteurs dans différentes régions de la wilaya.

Le responsable a également présenté les différentes étapes de la chaîne de production de l'aquaculture en eau douce au sein des exploitations agricoles, depuis l'ensemencement des bassins, en passant par l'alimentation des poissons, jusqu'à la phase de production. Il a souligné que cette activité ne se limite pas à la production halieutique, mais contribue également à améliorer la qualité de l'eau d'irrigation, enrichie en nutriments naturels, constituant ainsi une alternative aux fertilisants chimiques et organiques utilisés en agriculture. M. Oudhaïnia a, par ailleurs, encouragé les agriculteurs de la région à s'engager dans ce créneau prometteur, soulignant qu'il ne nécessite pas d'importants moyens, mais plutôt de la volonté et la maîtrise de certaines techniques accessibles grâce à des formations préalables. Il a également rappelé que les porteurs de projets peuvent bénéficier de l'accompagnement technique de la direction de la pêche ainsi que de l'appui des organismes de soutien au financement.

La rencontre a donné lieu à des échanges entre les participants et les intervenants, portant notamment sur les opportunités de formation, les modalités de création de projets dans ce domaine, les espèces de poissons les plus adaptées aux conditions climatiques de la région, ainsi que les avantages et facilités accordés aux investisseurs.

M. H.

AÏN DEFLA

130 millions de dinars pour l'ouverture et la réhabilitation de pistes forestières

La Conservation des forêts de la wilaya a mobilisé une enveloppe financière de près de 130 millions de dinars pour l'ouverture et la réhabilitation d'environ 78 kilomètres de pistes forestières à travers plusieurs régions de la wilaya, a-t-on appris samedi auprès de cette institution.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures préventives visant à renforcer la lutte contre les incendies de forêt et à améliorer l'accessibilité aux zones boisées. Selon le responsable par intérim du service de protection de la flore et de la faune, Abderrahmane Hamrani, une enveloppe de 129,5 millions de dinars a été consacrée à ces travaux dont le lancement est prévu prochainement.

Dans ce cadre, un montant de 40 millions de dinars a été alloué à l'ouverture de 19,5 kilomètres de nouvelles pistes forestières au niveau de plusieurs massifs, notamment dans les forêts de Hammam Righa, Bourached, Aïn Defla, Ben Allal, Belâas et El Main. Le programme prévoit également la réhabilitation de près de 59 kilomètres de pistes forestières pour un coût estimé à 89,5 millions de dinars.

Ces travaux concerneront les forêts d'Aïn Lechiakh, Berbouche, Aïn Soltane, El Main, El Amra, Bordj Emir Khaled, Hammam Righa, Aïn Torki et Miliana, a précisé le même responsable. Ces nouvelles opérations viennent renforcer les efforts engagés durant l'année 2025 pour améliorer le réseau des pistes forestières dans la wilaya. À ce titre, près de 39,5 kilomètres de nouvelles pistes avaient été réalisés pour une enveloppe de 85 millions de dinars, tandis que 33,5 kilomètres supplémentaires avaient fait l'objet de travaux de réhabilitation.

L'ensemble de ces aménagements vise à faciliter l'intervention rapide des équipes de la Protection civile en cas d'incendie et à améliorer l'accès aux zones forestières, notamment pour les populations résidant à proximité de ces espaces naturels.

APS

BATNA

Plus de 6,8 milliards de dinars pour renforcer les infrastructures éducatives en 2026

Le secteur de l'éducation dans la wilaya bénéficiera, au titre de l'exercice 2026, d'un important programme d'investissement visant à renforcer les infrastructures scolaires et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves. Une enveloppe financière globale de 6,86 milliards de dinars a été mobilisée à cet effet à partir de différents programmes de développement, ont indiqué samedi les services de la wilaya dans un communiqué, relayé par l'APS.

Selon la même source, ce financement se répartit entre plusieurs sources budgétaires. Le programme sectoriel centralisé représente la plus grande part avec 5,61 milliards de dinars, tandis que le budget de la wilaya contribue à hauteur d'un milliard de dinars. Le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales participe également à ce programme avec une enveloppe de 250 millions de dinars.

Ces ressources financières permettront de lancer un ensemble de projets destinés aux trois cycles d'enseignement. Le programme prévoit notamment la réalisation de 42 nouveaux établissements scolaires répartis entre le primaire, le moyen et le secondaire, ainsi que la construction de 237 classes d'extension pour renforcer les capacités d'accueil dans plusieurs communes de la wilaya. Par ailleurs, 65 cantines scolaires seront réalisées afin d'améliorer la prise en charge des élèves, en particulier dans les zones rurales et éloignées. Le programme comprend également la réalisation de 12 stades et salles de sport au sein de différents établissements scolaires, dans le but de promouvoir les activités physiques et sportives en milieu éducatif. Les services de la wilaya ont souligné que ce programme s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour améliorer les conditions de scolarité et réduire le phénomène de surcharge des classes, notamment dans les régions connaissant une croissance démographique ou situées dans des zones éloignées.

Le communiqué précise également que plusieurs projets inscrits au titre de l'année 2026 ont déjà été lancés, tandis que les procédures administratives et techniques se poursuivent afin d'engager les autres opérations dans les plus brefs délais.

R. R.

SÉTIF

Mobilisation citoyenne pour le dépistage du cancer colorectal durant «Mars Bleu»

La campagne de dépistage précoce du cancer colorectal, organisée à Sétif dans le cadre de la manifestation annuelle «Mars Bleu», suscite une importante affluence de citoyens venus bénéficier des consultations et examens proposés gratuitement, a rapporté l'APS. Lancée au début du mois de mars et appelée à se poursuivre durant toute cette période, cette initiative est pilotée par le laboratoire central du Centre anti-cancer (CAC) de Sétif, en coordination avec la direction de la santé de la wilaya et l'Établissement public de santé de proximité (EPSP). Selon la directrice de l'établissement hospitalier spécialisé anti-cancer, M^me^ Nadjat Akhnak, de nombreux citoyens se rendent quotidiennement dans les structures sanitaires mobilisées pour cette opération. Les consultations et les examens de dépistage sont notamment assurés au niveau des polycliniques des cités Bizard et El Hidab, où sont également réalisées les analyses biologiques nécessaires. Dans une déclaration à l'APS, la même responsable a souligné que cette participation reflète une prise de conscience croissante de l'importance du dépistage précoce dans la prévention et la lutte contre le cancer colorectal.

Elle a expliqué que les cas suspects détectés lors des examens sont immédiatement orientés vers le Centre anti-cancer pour des investigations complémentaires et, le cas échéant, une prise en charge thérapeutique ou chirurgicale appropriée. M^me^ Akhnak a également rappelé que la détection de la maladie à un stade précoce permet d'obtenir un taux de guérison pouvant atteindre 95 %. En parallèle aux consultations, cette campagne donne lieu à l'organisation d'ateliers de sensibilisation et de séances d'information destinées au public. Les équipes médicales y expliquent les principaux symptômes de la maladie, les facteurs de risque et les moyens de prévention, tout en insistant sur l'importance du dépistage régulier. Toujours selon la même source, les activités de cette campagne débutent chaque jour à partir de 9h00, avec l'objectif de toucher le plus grand nombre de citoyens et de renforcer les actions de prévention dans le domaine de la santé publique.

R. R.

SAÏDA

Réception prochaine d'un nouveau centre de formation professionnelle

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya sera renforcé, au cours des prochains mois, par la mise en service d'un nouveau centre de formation professionnelle dont la réception est prévue en mai prochain, a appris l'APS auprès de la direction locale du secteur.

Selon le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya, Chachoua Laghrici, cette nouvelle structure est actuellement en cours de réalisation dans le quartier « Dahr Cheikh », où les travaux ont atteint un taux d'avancement estimé à près de 70 %. Une fois achevé, l'établissement offrira une capacité d'accueil de 300 places pédagogiques destinées aux jeunes souhaitant acquérir une qualification professionnelle.

Le projet comprend plusieurs infrastructures pédagogiques et administratives, notamment un bloc pédagogique, un bloc administratif et un amphithéâtre destiné aux conférences et aux activités de formation. L'établissement disposera également



de sept ateliers et salles dédiés aux travaux pratiques afin de permettre aux stagiaires de bénéficier d'une formation appliquée et adaptée aux exigences des métiers.

En plus de ces installations, le centre sera doté d'un internat pour l'hébergement des stagiaires venant des différentes communes de la wilaya, ainsi que d'un logement de fonction destiné au personnel d'encadrement. Ce projet, supervisé par la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, a mobilisé une enveloppe financière dépassant les 407 millions de dinars. La réalisation de cette infrastructure s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités d'accueil du secteur et à diversifier l'offre de formation.

Elle permettra notamment l'ouverture de nouvelles spécialités répondant aux besoins du marché de l'emploi local, tout en contribuant à réduire la pression sur les autres établissements de formation de la wilaya. Pour rappel, le réseau de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Saïda compte actuellement 14 établissements, répartis entre deux instituts nationaux spécialisés, onze centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) et une annexe. Ce dispositif joue un rôle important dans la qualification des jeunes et leur insertion dans la vie professionnelle.

R. R.

ORAN

CRÉATION D'UN CLUB DE JEUNES POUR PROMOUVOIR LE TOURISME D'AVENTURE

L'Association des jeunes pour l'échange touristique d'Oran a lancé récemment une nouvelle initiative visant à encourager les jeunes à découvrir les richesses touristiques de l'Algérie à travers des activités d'aventure et d'exploration. Dans ce cadre, un club dédié au tourisme intérieur et aux activités de plein air a été mis en place afin de sensibiliser la jeunesse à une pratique responsable du tourisme a rapporté l'APS. Baptisé «Alpha pour les aventures», ce club s'adresse aux jeunes âgés de 17 à 23 ans.

Il a déjà suscité l'intérêt de plus de cinquante adhérents, majoritairement des étudiants universitaires passionnés par les métiers liés au tourisme et désireux de contribuer à la valorisation du potentiel touristique national, a indiqué le président de l'association, Rachid Harkous. Selon le même responsable, cette initiative vise également à renforcer l'esprit de citoyenneté et d'engagement chez les jeunes, tout en leur offrant un cadre éducatif et formateur. Le club propose ainsi plusieurs activités de formation dans des domaines liés au tourisme et aux loisirs de plein air, notamment le guidage touristique, les techniques de premiers secours, le camping, la randonnée et différentes activités d'aventure.

Placée sous la présidence du jeune Beznassi Redouane, cette nouvelle structure se veut un espace de rencontre et d'échange pour les passionnés d'exploration et de découverte.

Elle ambitionne de faire connaître aux jeunes les atouts naturels, culturels et historiques dont regorge l'Algérie, à travers l'organisation régulière de sorties, de randonnées et de camps dans les forêts, les montagnes et d'autres sites naturels.

La première activité du club a été organisée durant le mois sacré de Ramadhan, avec une sortie à la plage de Sidi Madjdoub, dans la wilaya de Mostaganem, où les participants ont partagé un iftar collectif avant d'effectuer une visite de plusieurs sites touristiques de la région. Cette première expérience a permis aux membres du club de conjuguer découverte, convivialité et promotion du tourisme local.

R. R.

MOSTAGANEM

Plus de 4 milliards de dinars mobilisés pour l'entretien et la modernisation des infrastructures routières

La wilaya bénéficie cette année d'un programme de développement estimé à 4,123 milliards de dinars, destiné à l'entretien et à l'amélioration des infrastructures de base, des routes nationales et des autoroutes, ont indiqué samedi les services de la wilaya dans un communiqué, relayé par l'APS. Le wali, Ahmed Boudouh, a récemment présidé une réunion du Conseil exécutif de la wilaya consacrée au nouveau programme sectoriel d'investissement dans les travaux publics. Lors de cette rencontre, les différentes opérations de développement ont été présentées, couvrant l'aménagement et l'entretien des infrastructures routières pour un montant global de plus de 4 milliards de dinars. A cette occasion, le wali a insisté sur l'importance de moderniser la route nationale RN 90, en intégrant la liaison des communes de l'Est avec l'autoroute Est-Ouest. Il a également recommandé la réalisation de routes à trois voies afin d'améliorer la fluidité de la circulation et de sécuriser les déplacements.

Dans l'immédiat, plusieurs ronds-points feront l'objet de travaux d'entretien et de réaménagement, notamment à l'entrée de la commune de Mesra, près de la trémie de Sidi El-Adjal à l'entrée sud de Mostaganem, ainsi qu'à l'entrée de la commune de Oued El-Kheir.

Le wali a par ailleurs souligné la nécessité d'un suivi régulier des travaux et de l'entretien du réseau routier communal, en particulier dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL). Il a accordé un délai d'une semaine aux dix chefs de daïra pour proposer de nouvelles initiatives visant à améliorer l'entretien des routes, en tenant compte de la densité du trafic et des priorités locales.

Il est à noter que le programme sectoriel des travaux publics pour l'exercice 2026 dépasse 11 milliards de dinars. Il prévoit 13 opérations majeures destinées à renforcer les infrastructures et à améliorer la performance des installations de base de la wilaya, incluant les routes, autoroutes, ports et l'aéroport, souligne cette même source.

R. R.

BÉJAÏA

8 milliards de dinars mobilisés pour moderniser les infrastructures routières et maritimes

Le secteur des travaux publics de la wilaya bénéficiera cette année d'une enveloppe de 8 milliards de dinars dans le cadre du programme sectoriel 2026, destinée à la modernisation et au renforcement des infrastructures routières, ainsi qu'au financement d'études dans le domaine maritime, a appris l'APS, samedi, auprès de la direction locale des travaux publics (DTP).

Selon le directeur des travaux publics, Tahar Ouddane, cette enveloppe financera treize opérations majeures portant sur la modernisation et le renforcement du réseau routier à travers la wilaya, ainsi que sur la réalisation d'études techniques dans le domaine maritime.

Les travaux prévus concernent notamment la modernisation, le renforcement et l'entretien du réseau routier et des ouvrages d'art existants, avec la construction de quatre nouveaux ouvrages d'art, a précisé M. Ouddane.

Le programme inclut également plusieurs projets stratégiques, tels que le renforcement de la piste de l'aéroport «Abbane Ramdane», des travaux de protection des flancs montagneux à Kherrata, et la finalisation de la mise à niveau du tunnel dans cette même localité.

Par ailleurs, le directeur a indiqué que le secteur des travaux publics a lancé des études de recherche et de prospection en vue de la création d'un port de pêche à l'est de la wilaya. Des études sont également menées pour la protection du littoral et le dragage des ports de pêche de Béjaïa et de Tala Ilef. Dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, plus d'un milliard de dinars a été consacré à la réhabilitation de dizaines de kilomètres de chemins communaux et de chemins de wilaya.

Plusieurs chantiers sont déjà en cours, notamment le renforcement de 16 km de la route nationale RN 9 dans les communes de Boukhelifa et Tichy, ainsi que le renforcement de la RN 12 et la modernisation de la RN 24, dont les travaux sont sur le point d'être achevés, a ajouté M. Ouddane. Enfin, le directeur a précisé que le tronçon de cinq kilomètres de la pénétrante reliant Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest, qui permettra la jonction avec la RN 12 au niveau de la commune d'Oued Ghir, sera livré dans les prochains jours, marquant une étape importante dans l'amélioration de la fluidité du trafic et l'accès aux principales voies de la wilaya.

R. R./APS.

VOLLEY-BALL NATIONALE 1 (MESSIEURS)

Le WA Tlemcen confirme son leadership, l'OMK El Milia dauphin du NC Béjaïa



Le WA Tlemcen continue de dominer la Nationale 1 messieurs de volley-ball, affichant une série solide qui lui permet de conserver sa place de leader incontesté dans le groupe Centre-Ouest. Avec 45 points après 17 matchs, le club phare de l'Ouest algérien confirme son ambition de décrocher à nouveau le titre national cette saison. Samedi, les Tlemcéniens ont remporté une victoire nette 3-0 contre l'ES Bethioua, illustrant leur maîtrise sur le terrain et leur préparation pour les play-offs. Dans le même groupe, l'ASV Blida reste au contact avec 44 points, consolidant sa position de dauphin et promettant une lutte serrée pour la première place lors des prochaines journées. Vendredi, le MC Alger a battu le CS Nedroma 3-0, tandis que l'ES M'sila s'est imposée 3-0 contre l'O El Kseur. Le PO Chlef a, quant à lui, arraché une victoire 3-2 contre le RC M'sila, démontrant la compétitivité du milieu de tableau.

Dans le groupe Centre-Est, le NC Béjaïa continue de régner en maître avec 41 points après 16 matchs. Grâce à sa victoire 3-0 contre l'ES Sétif samedi, l'OMK El Milia s'affirme comme le dauphin avec 38 points. Le club s'est montré particulièrement efficace sur ses matchs à domicile et reste bien placé pour contester le titre de leader dans les dernières journées. La JSCO Ouled Adouane et l'ES Tadjenanet occupent respectivement la troisième et la quatrième place avec 36 et 34 points, tandis que les équipes en bas de classement, le MB Béjaïa et l'O Aïn M'lila, luttent pour éviter la relégation. Cette 17e journée met en lumière l'équilibre et l'intensité de la Nationale 1 messieurs, où chaque victoire compte pour la course aux titres et aux play-offs. Les clubs leaders comme le WA Tlemcen et le NC Béjaïa continuent de montrer leur supériorité, mais la pression exercée par leurs dauphins promet une fin de saison intéressante.

LE NC BÉJAÏA ET LE MC ALGER CONFIRMENT LEUR LEADERSHIP CHEZ LES DAMES

La 13e journée du championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale 1 dames, disputée vendredi et samedi soir, a confirmé la hiérarchie des équipes leaders tout en offrant des matchs disputés et spectaculaires, marqués par des victoires décisives et des affrontements serrés dans les deux groupes de la compétition.

Dans le groupe Centre-Est, le NC Béjaïa a une nouvelle fois démontré sa solidité en dominant 3-0 le RC Béjaïa vendredi, consolidant sa première place au classement. La rencontre entre l'OM Cirta et la JS Tizi N'Berber a été très disputée, se soldant par une victoire 3-2 en faveur de l'OM Cirta, tandis que l'OS Tichy a arraché un succès 3-2 face au WA Béjaïa dans un match haletant. Le MB Béjaïa a pris le dessus 3-1 contre le CRR Toudja, s'assurant ainsi une place sur le podium provisoire et mettant la pression sur ses concurrents directs pour les phases finales. Après 13 journées, le classement du groupe Centre-Est montre le NC Béjaïa en tête avec 39 points, suivi par l'OS Tichy (29 points) et le MB Béjaïa (27 points). Le WA Béjaïa occupe la quatrième position avec 23 points, tandis que le CRR Toudja, le RC Béjaïa, l'OM Cirta et la JS Tizi N'Berber ferment la marche avec respectivement 17, 14, 5 et 2 points. Cette configuration promet une fin de saison passionnante, notamment pour les équipes en lutte pour les places qualificatives. Dans le groupe Centre-Ouest, le MC Alger continue de dominer, affichant 37 points après ses victoires de la semaine. Vendredi, l'USP Akbou s'est imposée 3-1 face à la CASA Mohammadia, tandis que le Seddouk VB a remporté un match serré 3-2 contre le NR Saidali. Samedi, le NR Chlef a largement dominé la JS Azzazga 3-0, et le MC Alger a confirmé sa place de leader avec une victoire 3-1 contre l'US Ben Aknoun. Le classement du groupe Centre-Ouest reflète une compétition serrée : le MC Alger mène avec 37 points, suivi du Seddouk VB (27 points). L'US Ben Aknoun et la CASA Mohammadia partagent 23 points chacun, tandis que le NR Chlef en compte 21. L'USP Akbou, le NR Saidali et la JS Azzazga ferment le classement avec respectivement 18, 7 et 0 point. La lutte pour les premières places et pour les phases finales reste intense, promettant des journées à suspense dans les prochaines rencontres. Cette 13e journée illustre l'intensité et la compétitivité de la Nationale 1 dames, où chaque point compte et où les équipes leaders comme le NC Béjaïa et le MC Alger continuent de montrer leur supériorité tout en voyant leurs dauphines réduire l'écart et se préparer à jouer les premiers rôles jusqu'au terme de la saison.

Radouane S.

LE WA TLEMCEN ENGAGE L'INTERNATIONAL CONGOLAIS STALONE DOUALLA

Le WA Tlemcen, champion d'Algérie en titre de volley-ball (messieurs), a officialisé l'arrivée de son dernier renfort pour la saison 2025/2026, l'international congolais Stalone Doualla, a rapporté l'APS, citant la direction du club de l'Ouest du pays. Malgré ses 21 ans, le central affiche déjà un parcours impressionnant. Il a été sacré champion de Mongolie en 2025 avec l'Energy Club, remporté deux fois le championnat du Congo avec l'Inter-Club de Brazzaville, et a décroché le titre de champion de la République démocratique du Congo avec la Garde républicaine de Kinshasa, souligne la même source.

Créée il y a quelques années dans le but de relancer le volley-ball dans la région, l'équipe du WA Tlemcen s'est rapidement imposée comme un acteur majeur de la discipline en Algérie. Au cours des trois dernières saisons, le club a remporté une coupe d'Algérie lors de l'avant-dernière saison, avant de réaliser un doublé championnat-coupe la saison passée.

Pour la saison en cours, le WAT domine son groupe avec 45 points après 17 matchs et est déjà assuré d'une qualification pour les play-offs. Fidèle à sa tradition, le club tlemcénien accueillera l'un des tournois de cette phase décisive, après sa victoire 3-0 ce week-end face à l'ESB Bethioua. Avec l'arrivée de Stalone Doualla, le WA Tlemcen ambitionne de renforcer son effectif pour défendre son titre national et poursuivre sa série de succès, tant sur la scène locale qu'internationale, indique la direction du club.

R. S.

MOHAMED HANSAL, PILIER DE L'ARBITRAGE ALGÉRIEN, N'EST PLUS



L'ancien arbitre international algérien, Mohamed Hansal, est décédé hier matin à l'âge de 78 ans, alors qu'il se trouvait sur la route du retour entre la wilaya de Chlef et Oran, ont indiqué ses proches. Selon les mêmes sources, Mohamed Hansal a succombé à une crise cardiaque survenue quelques heures seulement après sa participation à une activité destinée aux jeunes dans la wilaya de Chlef.

Cette initiative comprenait une cérémonie organisée par l'association «Radieuse» en hommage à deux anciennes figures de l'ASO Chlef : le regretté Mohamed Bouhella et Mustapha Meksi. Le défunt faisait partie des membres actifs de cette association et s'y investissait pleinement pour transmettre son expérience. Mohamed Hansal est considéré comme l'une des grandes figures de l'arbitrage algérien. Il a officié lors de plusieurs compétitions internationales et a notamment été membre du corps arbitral de la Coupe du monde Italie 1990, laissant une empreinte durable dans le paysage sportif algérien. Reconnu pour son intégrité et son professionnalisme, il s'est également illustré en dehors des terrains. Après sa retraite dans les années 1990, il a continué à servir le football en encadrant les jeunes et en partageant son savoir au sein de l'association «Radieuse», présidée par Kada Chafi et basée à Oran. Cette structure regroupe plusieurs figures emblématiques du football algérien, telles que Lakhdar Belloumi et Fodil Megharia, et œuvre pour la formation et l'accompagnement des nouvelles générations.

APS

GYMNASTIQUE

KAYLIA NEMOUR BRILLE À BAKOU ET HONORE L'ALGÉRIE SUR LA SCÈNE MONDIALE



La gymnaste algérienne Kaylia Nemour continue d'affirmer sa domination sur la scène internationale. A seulement 19 ans, la championne olympique a marqué de son empreinte la deuxième étape de la Coupe du monde 2026 de gymnastique artistique, actuellement en cours à Bakou, en Azerbaïdjan. L'Algérienne a décroché l'or au concours des barres asymétriques et la médaille d'argent au concours de la poutre, confirmant son statut de figure incontournable de la discipline. Lors de la finale des barres asymétriques, Kaylia Nemour a impressionné le public et les juges en totalisant 15.233 points, avec un degré de difficulté de 7.0 et une note d'exécution de 8.233. Elle a devancé de manière significative les deux gymnastes russes, Vasileva Leila (14.033) et Shtykhetskaya Sofia (13.800), s'assurant ainsi une victoire nette et méritée. Sa performance a été précédée par une première place lors des qualifications avec une note de 14.833 et un degré de difficulté de 6.6, qui lui a permis de se qualifier pour la finale de la poutre.

La compétition de la poutre a également vu Kaylia Nemour s'imposer en puissance. Avec une note de 13.800, elle a pris la deuxième place derrière la Japonaise Okamura Mana (14.133), tout en devançant une autre Japonaise, Miyata Shoko (13.533), médaille de bronze. Ce nouveau podium vient compléter sa performance lors de la première étape de la Coupe du monde 2026 à Cottbus (Allemagne) en février, où elle avait déjà remporté la médaille d'argent à la poutre, démontrant une constance remarquable sur les agrès. Aux côtés de Kaylia Nemour, la jeune gymnaste algérienne Luna Hamames, également âgée de 19 ans et évoluant au club d'Hyères en France, participe à cette étape. Selon la Fédération algérienne de gymnastique, sa présence vise à acquérir davantage d'expérience et à mettre en valeur les progrès de la gymnastique algérienne sur la scène internationale.

Ces résultats exceptionnels n'ont pas manqué de retenir l'attention des autorités. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité Kaylia Nemour pour sa médaille d'or aux Championnats du monde 2026, publiant sur son compte officiel sur les réseaux sociaux : «Notre étoile Kaylia Nemour continue d'honorer l'Algérie et de forger sa gloire dans le monde. Mille bravos à notre championne pour avoir glané la médaille d'or des Championnats du monde 2026 à Bakou. A d'autres sacres et réussites, incha'Allah.»

La Coupe du monde 2026 se poursuit avec d'autres étapes prévues à Antalya (Turquie), Le Caire (Egypte) et Osijek (Croatie), avant de se conclure à Doha (Qatar) du 14 au 18 avril. La Fédération internationale de gymnastique souligne que Kaylia Nemour figure parmi les têtes d'affiche de cette étape à Bakou, aux côtés de Rhys McClenaghan (Irlande) et Eleftherios Petrounias (Grèce), promettant un plateau de haute qualité et des performances spectaculaires. Pour l'Algérie, ces performances de Kaylia Nemour et la participation de Luna Hamames représentent une étape majeure dans la valorisation de la gymnastique nationale, tout en inspirant de nouvelles générations de gymnastes à viser l'excellence sur le plan mondial. La régularité des résultats et la qualité des prestations font de Kaylia Nemour une véritable ambassadrice du sport algérien à l'international, portant haut les couleurs du pays dans les compétitions les plus prestigieuses.

Radouane Sadkaoui

BASKET-BALL

SUPER-DIVISION MESSIEURS

Le NB Staouéli reste leader malgré la pression de Boufarik et du MC Alger

La 25e journée du championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division messieurs, disputée jeudi, vendredi et samedi, a été riche en résultats décisifs, consolidant les positions des équipes de tête et mettant en lumière la lutte intense pour les places qualificatives. Jeudi, le MC Alger a signé une large victoire face au TRA Draria (102-68), confirmant sa capacité offensive et son ambition de rester dans le trio de tête. Vendredi, plusieurs rencontres ont offert des résultats contrastés ; ainsi, l'USM Alger a battu le CRB Dar Beida 76-63, tandis que le CR Béni Saf a dominé le M Ouled Chebel 76-51. Dans un match disputé, l'USM Blida s'est imposée 53-42 face au Rouiba CB, accentuant la bataille serrée pour les premières places.

Samedi, l'US Sétif a remporté un succès 82-67 contre le NA Hussein Dey, tandis que le WO Boufarik a écrasé le CS Tlemcen 97-76, mettant la pression sur le leader, le NB Staouéli. Enfin, le NB Staouéli a poursuivi sa série de succès avec une victoire 77-73 sur le CSC Djisr Kasantina, consolidant sa première place malgré une lutte serrée avec le WO Boufarik et le MC Alger. Le classement général montre le NB Staouéli en tête avec 45 points, suivi du WO Boufarik (42 points) et d'un trio composé du MC Alger, du CR Béni Saf et du CS Tlemcen, tous à 41 points. Le Rouiba CB, l'USM Alger et l'USM Blida comptent 40 points chacun, tandis que le CSC Djisr Kasantina totalise 37 points. Le CRB Dar El Beïda occupe la 10e place avec 35 points, devant le TRA Draria et l'US Sétif (33 points chacun). Le NA Hussein Dey et le M Ouled Chebel ferment le classement avec respectivement 30 et 28 points. Cette journée confirme l'équilibre et l'intensité de la Super-Division messieurs, où chaque match reste crucial pour les équipes de tête comme pour celles en lutte pour le maintien. Les prochaines rencontres s'annoncent décisives dans la course au titre et pour déterminer la composition des play-offs.

R. S.

NATIONALE 1 DAMES

Le GS Cosider et Hussein Dey Marines confortent leur position en tête du classement

Le championnat d'Algérie de basket-ball, Nationale 1 dames, a offert ce week-end des confrontations intenses et des résultats décisifs pour le classement général, avec des équipes leaders qui confirment leur domination et des clubs en lutte pour le maintien qui se battent pour chaque point. Dans les matchs les plus marquants, le GS Cosider s'est imposé largement face au RC Bordj Bou Arréridj (61-43), renforçant sa première place au classement. Les filles d'Hussein Dey Marines ont remporté un match très serré contre l'USM Alger 58-55, tandis que le MC Alger a battu le FS Sétif 63-54, confirmant sa présence dans le haut du tableau. Le MT Sétif s'est illustré par une victoire éclatante contre l'USA Batna 78-46, tandis que le CR Ali Mendjeli a battu l'EI Annaba 56-52. Le JF Kouba a également signé un succès crucial face au WR Aïn Benian 53-52.

Par ailleurs, le NB Staouéli a poursuivi sa remontée en dominant le Rouiba CB 46-32, accentuant la pression sur les équipes de bas de tableau. Au classement général, le GS Cosider conserve sa première place avec 37 points, suivi de près par Hussein Dey Marines (36 points) et l'USM Alger (35 points). Le MT Sétif occupe la quatrième place avec 34 points, tandis que le MC Alger et le JF Kouba partagent la cinquième place avec 32 points chacun. L'USA Batna totalise 28 points et le NB Staouéli 27 points. Les équipes du RC Bordj Bou Arréridj, le WR Aïn Benian et EI Annaba ferment le classement avec respectivement 26, 24 et 23 points, tandis que le FS Sétif et le CR Ali Mendjeli comptent 22 et 21 points. Le Rouiba CB est également à 21 points. Les prochains matchs s'annoncent cruciaux pour déterminer les qualifiés pour les phases finales et les clubs qui devront se battre pour rester en Nationale 1.

S. C.

FOOTBALL

LIGUE 1 MOBILIS

Le MC Alger renoue avec la victoire, la JS Kabylie et l'ASO Chlef se relancent

Le MC Alger, fraîchement éliminé par le CR Belouizdad en quarts de finale de la coupe d'Algérie (3-2), a retrouvé confiance ce samedi en s'imposant largement 5-0 sur la pelouse de l'ES Mostaganem, dans le cadre de la 22e journée de la Ligue 1 Mobilis. Dans le même temps, l'ES Ben Aknoun a remporté un précieux succès 1-0 face au MC El Bayadh. L'ES Mostaganem, actuellement avant-dernier avec 14 points, avait résisté pendant toute la première mi-temps, mais s'est effondrée après la pause. Khelif a ouvert le score dès la 47e minute, suivi par Saliou Bangoura, auteur d'un triplé aux 56e, 73e et 88e minutes, et Menzela à la 70e minute. Cette victoire permet au Doyen de consolider sa première place avec 40 points, à quatre longueurs devant le CS Constantine, tout en disposant de quatre matchs en retard. Du côté de l'ES Ben Aknoun, l'attaquant ivoirien Mohamed Sylla a inscrit l'unique but de la rencontre à la 18e minute, offrant à son équipe une victoire importante et une progression au classement. L'ESBA pointe désormais à la 6e place avec 30 points, tandis que le MC El Bayadh reste lanterne rouge avec seulement 13 unités. Le coup d'envoi de cette 22e journée avait été donné vendredi avec trois rencontres qui ont souri au MC Oran, à l'ASO Chlef et à la JS Kabylie. Le MC Oran a renversé l'USM Khenchela sur son terrain grâce à des buts d'Aliane (87') et Bourdim (90'+2), signant son troisième succès consécutif et grimpant à la 4e place avec 33 points. L'USM Khenchela, elle, reste 11e avec 25 points. La JS Kabylie a mis fin à une série de six matchs sans victoire en battant le Paradou AC 3-2, grâce à un triplé d'Aymen Mahious (8e, 21e et 87e minutes). Ce succès permet aux Canaris de grimper provisoirement à la 7e place avec 28 points, tandis que le PAC reste 14e avec 17 points. Enfin, l'ASO Chlef a signé une victoire précieuse face à l'ES Sétif (1-0) grâce au Togolais Kokou Avotor, auteur du but décisif à la 78e minute. Les Chélifiens retrouvent ainsi le chemin du succès après une période de disette, mettant un terme à la série victorieuse de deux matchs consécutifs de l'Entente. Cette journée de Ligue 1 Mobilis a été marquée par de grands écarts, des renversements spectaculaires et des confrontations décisives dans la course au titre comme dans la lutte pour le maintien, laissant entrevoir une fin de saison particulièrement animée.

APS

CONCERT EXCEPTIONNEL DE MUSIQUE MALOUF DE ABBAS RIGHI À ALGER



Le public de la scène mythique de l'Auditorium Aissa-Messaoudi de la Radio algérienne a eu droit samedi soir à un concert exceptionnel de la star de la chanson Malouf, Abbas Righi, spectacle retransmis en direct sur les ondes de la Chaine 3.

Multi-instrumentiste et chanteur virtuose, Abbas Righi a puisé dans le patrimoine de l'est algérien, envoûtant son public algérois deux heures durant, «réceptif et accueillant».

Accompagné de sept musiciens virtuoses, dirigés par Samir Boukredera au violon alto, l'auteur et interprète de «Henneni, henneni» a livré une prestation en quatre partie, exprimant son «immense bonheur de retrouver son public d'Alger», dans le cadre du programme de soirée artistiques du mois de ramadhan.

Son récital andalou a compté une vingtaine de pièces dans différents modes et genres de la musique andalouse. Nouba Sika avec la pièce phare «Ksentina», une suite de Medhs-Hawzis, dont «Leriem», un programme dans le genre Mezmoun et des pièces aroubi-k'cid, dont «Dhalma» sont entre autres répertoires et pièces entonnés par Abbas Righi qui perpétue cette vieille tradition de la chanson malouf, alliant chants du terroir et créativité.

Dans de belles variations modales et rythmiques, les sonorités aiguës des violons, du nay (flûte arabe) et de la «Ghaïta» ainsi que la densité des notes émises par les instruments à cordes et la régularité de la cadence rythmique effectuée par les «Nekkaret» (petite percussion à deux tambours frappés d'une paire de bâtonnets), ont dessinés dans l'espace de l'auditorium les traits et l'identité sonore du genre Malouf.

Abbas Righi, époustouflant d'énergie, a livré une prestation pleine, où il a généreusement mis en valeur le Malouf patrimoine musical de l'Est algérien.

Les spectateurs ont pendant tout le long du concert, accompagné le chanteur avec des youyous nourris et des applaudissements répétés, battant la mesure avec les mains et reprenant les refrains de chaque chanson dans des atmosphères euphoriques.

Né en 1984, Abbas Righi s'est, dès son jeune âge, intéressé au genre Malouf, représentant l'Ecole de Constantine, une des trois variantes de la musique andalouse qui compte également les écoles, Senâa d'Alger et le «Ghernati» de Tlemcen.

Après un passage à la «Zaouia Rahmania» et à l'association «El Aqiqia El Aissaouia» où il s'est imprégné du genre soufi, l'artiste opte pour le malouf qui deviendra vite son genre de prédilection.

En 2002, il intègre l'association des «Elèves de l'Institut du Malouf», dirigée alors par le regretté-Cheikh Kaddour Darsouni (1927-2020) qui verra vite en lui une «future grande voix» et l'initiation à la maîtrise de la percussion, préalable à l'acquisition d'une bonne musicalité.

Quelques années plus tard, il est chanteur et luthiste de son propre orchestre pour arriver au prix de plusieurs années de travail à participer à de nombreuses manifestations artistiques en Algérie et à l'étranger. Abbas Righi a déjà enregistré cinq albums, «Mejrouh» (2010), «Zadni hwak ghram» (2012), «Ama sebba lahbab» (2016), «Salah Bey», (2017), une «synthèse» de quatre CD sur la chanson constanteinoise «dans ses différents genres», présentée sous le titre de, «Couleurs de Constantine» et «Hosn El Habib» (2025), son dernier opus récemment présenté sur support numérique (flash-disque).

Abbas Righi a animé par ailleurs de nombreux concert à l'étranger, faisant voyager chaque fois les férus de la chanson Malouf qui fait partie de la tradition musicale constantinoise et de l'est algérien de manière générale

Sarah Chabi/APS

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES
OUVERTURE DE L'EXPOSITION «FEMME AFRICAINE» À ALGER

Une exposition d'arts plastiques de l'artiste Wafa Ouali a été inaugurée, dans la soirée de samedi à hier, à Alger, offrant une immersion totale dans l'univers de la femme algérienne et africaine, et ce, dans le cadre de la Journée internationale des femmes, célébrée le 8 mars de chaque année.

L'artiste Wafa Ouali a présenté, dans cette exposition intitulée «Femme africaine», accueillie dans la salle du Théâtre national algérien (TNA) Mahieddine Bachtarzi, une riche collection d'environ 20 tableaux de différents formats, réalisés aux techniques de l'aquarelle et de la peinture à l'huile, mêlant des éléments réalistes, impressionnistes et abstraits qui mettent en valeur l'élégance et la beauté de la femme algérienne, et la diversité des tenues et parures traditionnelles.

L'exposition comprend également des portraits de femmes africaines, avec des habitudes et des bijoux traditionnels, vibrants de vie à travers des choix chromatiques lumineux et fluides, reflétant la nature et l'esprit de l'Afrique.

L'artiste autodidacte a choisi de ne pas attribuer des titres à ses tableaux, afin de permettre au public de participer au choix d'intitulés correspondant à leurs propres interprétations de ses œuvres, formant une mosaïque imprégnée d'un esprit algérien authentique et portant une touche inspirée africaine d'éléments de l'identité et du patrimoine culturel national aux dimensions africaines, et dont la femme algérienne constitue le thème principal, à travers les valeurs, les traditions et l'héritage qu'elle incarne, tandis qu'une partie des œuvres mettant en valeur la beauté de la femme africaine, à travers ses tenues traditionnelles, ses parures et des scènes de son quotidien. L'artiste consacre également une partie de ses œuvres à la célébration du patrimoine et de l'architecture traditionnelle algérienne, à l'image de la Casbah d'Alger, s'imprégnant d'ambiances festives et mettant en scène diverses tenues traditionnelles aux couleurs vives, telles que le haïk, le Karakou et la robe kabyle.

Dans une déclaration à l'APS à l'issue de l'ouverture de l'exposition, l'artiste Wafa Ouali a indiqué que «les œuvres présentées au public s'articulent autour du thème de la femme algérienne et africaine, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, l'opportunité de mettre en valeur la place de la femme dans la société et son rôle pivot dans la préservation des différentes composantes du patrimoine culturel matériel et immatériel algérien et africain». Ses œuvres «documentent le costume traditionnel algérien, tel que le haïk, le burnous et l'authentique caftan algérien, dans le mais de préserver la mémoire, tout en reflétant la richesse du patrimoine vestimentaire africain», a-t-elle ajouté.

Originaire de la wilaya de Béjaïa, l'artiste autodidacte Wafa Ouali participe, depuis l'an 2000, à plusieurs expositions individuelles et collectives, de même qu'elle a enrichi et forgé son expérience, à travers sa participation à différents ateliers artistiques. Cette exposition artistique se poursuivra jusqu'au 12 mars courant.

LE GROUPE «EL WISSAL» DE BISKRA REMPORTE LA 10E ÉDITION DU FESTIVAL DE L'INCHAD À GUELMA

Le groupe «El Wissal» de la wilaya de Biskra a remporté la 10e édition du festival culturel local de l'inchad, clôturée dans la nuit de samedi à hier à Guelma.

Cette consécration permet au groupe venu des Ziban de se qualifier pour représenter les wilayas de l'est du pays au festival national de l'inchad, prévu prochainement à Ghardaïa, a indiqué à l'APS le commissaire du festival, Malek Dahmane.

La deuxième place de cette édition du festival, organisée à la maison de la Culture Abdelmadjid-Chafei de Guelma sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, est revenue au groupe «El Bacha'ir» de la wilaya de Batna, les groupes «Anwar El Imane» de la wilaya de Jijel et «El-Mahabba» de Mila ayant obtenu, respectivement, la 3e place et le prix d'encouragement du jury.

La soirée de clôture de cette édition a été marquée par la présentation de «l'hymne de clôture du festival» avec la participation de Mounchidine de toutes les troupes participantes qui ont exécuté un chant dont la musique a été composée par les membres du jury, symbolisant ainsi l'esprit de saine compétition et de créativité.

Le public présent à la soirée de clôture de cette édition a également pu apprécier un bouquet de chants, œuvre des invités d'honneur du festival, en l'occurrence les Mounchidine Hassen Dahmane d'Alger et Abderrahmane Benserradj de la wilaya de M'sila.

Organisée du 3 au 7 mars, la 10e édition du festival culturel local de l'Inchad a vu la participation de 9 groupes représentant les wilayas de Batna, de Skikda, de Mila, de Guelma, de Jijel, de Biskra, d'Oum El Bouaghi et de Sétif, cette dernière déléguée ayant deux troupes.

La wilaya de Guelma commémore le 70e anniversaire de la bataille de Besbassa

Le wali, Samir Chibani, accompagné des autorités locales civiles et militaires, de représentants de la famille révolutionnaire et de nombreux citoyens, s'est rendu au cimetière des Martyrs de cette localité située à 17 km du chef-lieu de la commune de Dahouara, nichée au cœur d'un massif montagneux s'étendant sur les wilayas de Guelma et de Souk Ahras, où les couleurs nationales ont été levées et l'hymne national exécuté avant la lecture de la Fatiha du Coran en hommage aux Martyrs.

La délégation conduite par le chef de l'exécutif local a également déposé une gerbe de fleurs au pied d'une stèle en marbre établie non loin du cimetière et où ont été gravés les 365 noms des chouhada de ce massacre, vieillards, femmes, hommes et enfants exterminés sauvagement par la machine coloniale avant que leurs corps ne soient brûlés sans la moindre pitié.

Le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Messaoud Rekik, est intervenu à cette occasion pour déclarer, en substance, que l'extrême brutalité coloniale contre les populations civiles «a fait suite au coup d'État porté par l'Armée de libération nationale (ALN) à la France, juste avant la bataille, lorsque 80 soldats algériens, conscrits dans une compagnie de l'armée française installée entre Souk Ahras et le site archéologique de Khemissa, ont rejoint les rangs de l'ALN en accord avec les moudjahidines de la région et avec le soutien de 20 Moussebel».

M. Rekik a également déclaré que les moudjahidine «avaient alors attaqué deux centres militaires français, le premier dans la région de Khemissa (Souk Ahras) et le deuxième situé non loin de là où ils s'emparèrent d'armes et de munitions dont 5 mortiers, des lance-roquettes, 100 fusils d'assaut, quelque 50 mitrailleuses de différents types, un grand nombre de pistolets et de munitions, ainsi que 12 radios récepteurs et des émetteurs portables et 6 émetteurs-récepteurs».



La wilaya de Guelma a commémoré, samedi dans la commune de Dahouara, le 70e anniversaire de la bataille de Besbassa au cours de laquelle les forces coloniales françaises se sont déchainées deux jours durant sur des civils désarmés, massacrant 365 personnes.

Le lendemain matin, mercredi 7 mars 1956, l'armée d'occupation française, n'ayant pas digéré l'exploit des moudjahidine, a mené une vaste opération de ratissage en utilisant 27 avions dont 15 hélicoptères qui ont bombardé tous les villages où les combattants algériens s'étaient réfugiés. Les forces françaises ont également profité du retour des villageois du marché de Hammam N'bails pour les rassembler dans le village de Besbassa et les exterminer sauvagement.

Témoin de la bravoure des moudjahidine, la bataille de Besbassa est aussi témoin de la barbarie coloniale qui a fait du massacre des civils désarmés un vain moyen de faire plier les héros de la Révolution.

Pour rappel, les forces coloniales ont implantés à Khemissa ainsi qu'à El Btiha deux centres pour recruter de force des Algériens qui avaient refusé cet état de fait, se soulevant plusieurs fois. C'est par l'intermédiaire de Gouaissia Lhadi que les Algériens recrutés ont été contactés. Gouaissia Lhadi a mis en contact par la suite deux recrues algériennes de ces deux centres, en l'occurrence Mohamed Chérif Aouachria et Abderrahmane Bensalem , avec des responsables de l'Armée de libération nationale, qui ont préparé conjointement les plans de l'attaque menée contre les centres militaires français.

Sarah H./APS

Les habitants de Naâma se souviennent de la célèbre bataille de Djebel Aïssa

La bibliothèque de lecture publique «Fali Khamsa» dans la commune de Tiout (wilaya de Naâma) a ouvert, samedi, plusieurs activités initiées à l'occasion de la commémoration du 69e anniversaire de la bataille de «Djebel Aïssa», qui s'est déroulée durant la première semaine du mois de mars 1957.

Ces activités, organisées par le Musée du Moudjahid de la wilaya en coordination avec l'Assemblée populaire communale (APC) de Tiout, ont été marquées par la tenue d'une exposition de livres et de documents historiques mettant en lumière les événements de cette, ainsi qu'un concours destiné aux enfants sur les différentes étapes de la glorieuse Révolution de libération, avec un éclairage particulier sur le parcours militant du moudjahid Benmarouf Tayeb, tombé en martyr lors de cette bataille. A cette occasion, le directeur des moudjahidine et des ayants droit de la wilaya de Nâama, Yahi Seddik, a souligné l'importance de commémorer cette épopée héroïque, qui reflète la force organisationnelle de la guerre de libération, inscrite dans un long parcours de lutte pour la liberté et l'indépendance.

Il a également indiqué que ces commémorations permettent à la génération actuelle de tirer des leçons des sacrifices consentis par les martyrs et les moudjahidine.

Il a rappelé que cette bataille a vu la participation de deux compagnies de l'Armée de libération nationale (ALN) relevant de la zone 8 de la wilaya 5 historique, sous le commandement des deux martyrs Allaf Ali, à la tête de la compagnie de la troisième section, et Mohamed Abdelmoumen, commandant de la compagnie de la quatrième section. Les 4 et 5 mars 1957, cette zone montagneuse difficile d'accès a subi d'intenses bombardements aériens et d'artillerie de la part de l'armée coloniale française.

Les faits de cette bataille ont mis en évidence la grande compétence militaire des moudjahidines de l'ALN, qui ont infligé à l'armée coloniale française d'importantes pertes humaines et matérielles.

Les moudjahidine ont également réussi à s'emparer d'armes et de munitions importantes, ce qui a renforcé les actions de résistance dans la région, a ajouté la même source.

De son côté, le chercheur spécialisé en histoire, Rouchem Aïssa, originaire d'Aïn Sefra, a indiqué que les moudjahidines connaissaient parfaitement le relief de Djebel Aïssa, caractérisé par des positions naturelles telles que des tranchées et des pentes abruptes.

Ils disposaient également d'une expérience de terrain, d'une bonne connaissance des méthodes et des stratégies de l'ennemi, ainsi que d'un grand courage et d'un esprit de sacrifice, ce qui a permis aux deux compagnies d'infliger à l'armée coloniale française de lourdes pertes humaines et matérielles.

MANIFESTATIONS POPULAIRES DU 7 MARS 1962 À TOUGGOURT

QUAND LES ALGÉRIENS ONT REJETÉ LA SÉPARATION PAR LES FRANÇAIS DU SAHARA DU RESTE DE L'ALGÉRIE

La wilaya de Touggourt a commémoré samedi le 64ème anniversaire des manifestations populaires du 7 mars 1962, lorsque la population locale s'est soulevée contre le projet colonial français de séparation du Sahara algérien du reste du pays. La commémoration a donné lieu à une cérémonie de recueillement au pied de la stèle commémorative, au centre-ville de Touggourt, en présence des autorités locales procédurales, des membres de la famille révolutionnaire et de représentants de la société civile, au cours de laquelle il a été à la levée des couleurs nationales, le dépôt d'une gerbe de fleurs et la lecture de la Fatiha du Saint-Coran.

Intervenant à cette occasion, le directeur du musée du Moudjahid de Touggourt, Nabil Ramdane (historien), a indiqué que les manifestations populaires du 7 mars 1962 de Touggourt, constituant l'une des phases marquantes traduisant l'intégrité du territoire algérien et ayant fait échouer les desseins de la France coloniale de séparer le Sud du reste du territoire algérien.

Les faits remontent au matin du 7 mars, jour de l'Aïd El-Fitr, lorsque des foules de manifestants ont afflué, vers 8 heures, après la prière de l'Aïd, la ville, vers ce qui était alors le siège de la sous-préfecture, brandissant des drapeaux nationaux et scandant à tue-tête «Vive l'Algérie, France dehors, Sahara algérien et indépendance-indépendance», a-t-il ajouté.

Sur le site du rassemblement, les forces coloniales (soldats et policiers) s'étaient positionnées et s'étaient préparées, tandis que des hélicoptères militaires survolaient la zone.

La situation a duré quelques heures, avant que la foule ne soit dispersée par la force, sans faire heureusement de victimes parmi les citoyens, hormis un groupe de manifestants qui ont été arrêtés et emmenés pour interrogatoire.

Les manifestations ont reflété la prise de conscience de la population locale qui a joué le projet colonial ignoble et ont confirmé son adhésion autour de la direction de la Révolution et son attachement à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale du pays.

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Plus de 300 victimes des frappes sionistes contre le Liban en une semaine

Les forces d'occupation sionistes poursuivent leurs frappes d'agression contre le Sud du Liban et la capitale Beyrouth, tuant hier matin au moins 34 personnes, ont rapporté les médias locaux, citant des sources du ministère libanais de la Santé.



Au moins 19 personnes ont été tuées dans une frappe sioniste contre un immeuble résidentiel dans le gouvernorat de Nabatieh, au sud du Liban, a rapporté l'agence nationale d'information (ANI).

«L'ennemi (sioniste) a continué de perpétrer de sanglants massacres dans les villages du sud et ses avions de combat ont lancé un missile à l'aube sur le village de Sir al-Gharbiya, dans le district de Nabatieh, ciblant un bâtiment de trois étages, ce qui a conduit à sa destruction complète et à la mort en martyrs d'environ 19 citoyens, pour la plupart des femmes et des enfants», précise l'ANI. "Les équipes de la protection civile et les ambulanciers s'efforcent de dégager les déclins et de récupérer les corps des victimes", ajoute la même source.

«Dans la matinée de dimanche, au moins 15 personnes ont été tuées dans une seule frappe israélienne sur Sir el-Gharbiyé, dans le caza de Nabatiyé», a indiqué pour sa part le quotidien francophone «L'Orient Le Jour». Une frappe sioniste a fait cinq morts à Tefahta, dans le sud du Liban, selon un premier bilan établi par le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le ministère a indiqué que les efforts de déblais et de recherche des survivants se poursuivraient. Par ailleurs, trois personnes ont été tuées et quatre autres blessées lors d'une frappe aérienne de l'armée sioniste dans la localité de Jbal El-Botm, dans le district de Sour, ajoute la même source.

Dans la capitale Beyrouth, qui subit depuis lundi dernier de frappes incessantes et d'une rare intensité, au moins quatre personnes ont été tuées et dix autres blessées lorsqu'un avion de guerre de l'entité sioniste a visé une chambre d'hôtel dans le quartier Raouché, sur le front de mer, selon le communiqué.

Des avions de combat des forces sionistes ont également frappé une maison à Aitat, dans le sud du Liban, faisant trois martyrs et plusieurs blessés, a rapporté l'Agence nationale d'information (ANI).

Ces attaques sont survenues quelques heures après qu'au moins 55 personnes, dont des enfants, ont été tuées samedi lors d'une série de frappes aériennes de l'entité sioniste dans l'est et le sud du Liban, où les membres du Hezbollah affirment avoir repoussé des soldats sionistes qui ont fait irruption dans certaines zones. Samedi, le ministère libanais de la Santé a fait état d'un bilan provisoire de 300 victimes depuis le début, lundi dernier, des frappes sionistes contre le Sud du Liban et la capitale Beyrouth, alors que plus d'un millier de blessés a été enregistré durant cette même période. Hier encore, l'entité sioniste a émis un nouvel avertissement aux habitants du sud de la localité de Litani, dans le sud du Liban, leur demandant d'évacuer les lieux, a rapporté la presse libanaise.

De son côté, le Hezbollah libanais affirmé avoir repoussé l'avancée des soldats sionistes dans le sud du Liban, notamment au niveau de Aïtaroun, dans le caza de Bint Jbeil.

Pour rappel, ces frappes sionistes interviennent en violation du cessez-le-feu en vigueur, conclu depuis fin novembre 2024. Ce n'est pas la première violation de cet accord par l'entité sioniste qui tente aujourd'hui de vider le Sud du Liban de ses habitants et l'occuper durablement, comme elle l'a fait avec le Plateau du Golan syrien, depuis maintenant plusieurs décennies. A noter que l'armée sioniste maintient cinq avant-postes sur le territoire libanais, une mesure rejetée par les autorités libanaises, qui exigent la fin de ce déploiement illégal.

Sophia Rais

PUBLICITÉ

ALORS QUE LES FRAPPES AMÉRICANO-SIONISTES ENTAMENT LEUR DEUXIÈME SEMAINE

L'Iran désigne un successeur de l'ayatollah Ali Khamenei

Les Iraniens ont choisi hier le successeur au défunt guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a avait été tué dans les premières frappes américano-sionistes contre l'Iran le 28 février dernier, a rapporté la presse locale.



L'identité du nouveau guide n'a pas été révélée par l'Assemblée des experts qui s'est réunie hier matin sur fond de poursuite de la guerre opposant l'Iran à l'alliance américano-sioniste. Le nom de Mojtaba Khamenei, fils du défunt guide qui était au pouvoir depuis 1989, était donné comme l'une des personnalités les plus influentes et pouvait donc être choisi. Mais un autre nom a également circulé. Il s'agit d'Hassan Khomeini, le petit-fils du fondateur de la République islamique, l'ayatollah Rouhollah Khomeini.

Sur le terrain, les frappes se poursuivent et augmentent en intensité des deux côtés, aggravant la situation humanitaire au Moyen-Orient, tandis que la fermeture par l'Iran du détroit d'Ormuz pose de sérieuses inquiétudes à une économie mondiale qui peinait déjà à sortir de la crise qu'elle vit depuis la pandémie de Covid-19. En effet, la riposte iranienne contre les pays du Golfe qui abritent des bases militaires américaines, ainsi que la fermeture du détroit d'Ormuz ont provoqué une hausse de plus de 25% des prix du pétrole brut et du gaz, principalement le gaz naturel liquéfié (GNL) et le gaz de pétrole liquéfié (GPL). Le Qatar, qui assure plus de 20% de la consommation mondiale du GNL, a été contraint de suspendre sa production la semaine dernière. Cet arrêt de la production pourrait se prolonger pour un mois, ce qui va engendrer un chaos dans le secteur énergétique.

Le Koweït, membre fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), a invoqué lui aussi samedi soir la force majeure face à la poursuite du conflit.

La Kuwait Petroleum Corporation (KPC), qui a n'a pas précisé l'ampleur de la réduction décidée, avait déjà commencé par réduire sa production de pétrole brut et ses opérations de raffinage. En février, le Koweït produisait environ 2,6 millions de barils de pétrole brut par jour.

Les Emirats arabes unis et l'Arabie Saoudite devraient également réduire leur production, les capacités de stockage étant limitée.

Au-delà du problème de fermeture par l'Iran du détroit d'Ormuz, d'où transite 20% de la production mondiale de pétrole et environ 50% de la production mondiale du gaz, les pays du Golfe ont décidé de fermer certains sites énergétiques et de réduire considérablement leur production, en raison des risques de frappes iraniennes, ont-ils avancés. Mais l'Iran affirme que les installations énergétiques ne sont pas visées par ses frappes de représailles contre l'agression américano-sioniste.

Jouant l'apaisement, le président iranien, Massoud Pezeshkian, a affirmé que son pays recherche des relations amicales avec les pays voisins, mais qu'il répondra avec fermeté à toute agression contre son territoire, ont rapporté les médias iraniens.

Mais pour le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Abou el-Gheit, les frappes iraniennes sur ses voisins sont «irresponsables».

Les frappes iraniennes traduisent «une politique irresponsable» et «ne peuvent être justifiées par aucun prétexte ni aucune excuse», a affirmé M. Abou el-Gheit

Les États arabes ne «sont pas parties prenantes de la guerre», n'ont pas souhaité son déclenchement et ont clairement indiqué qu'ils ne permettraient pas que leur territoire ou leur espace aérien soient utilisés pour des opérations militaires, a-t-il ajouté. Plusieurs pays arabes, dont Oman — médiateur des dernières négociations nucléaires entre les États-Unis et l'Iran — ainsi que le Qatar et l'Égypte, ont déployé des «efforts sérieux, sincères et soutenus pour épargner à l'ensemble de la région, y compris à l'Iran, les ravages de la guerre», a-t-il relevé.

Sophia Rais

M. Attaf participe aux travaux de la réunion du Conseil de la Ligue arabe sur la situation au Moyen-Orient

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a participé, hier, aux travaux de la session extraordinaire de la réunion du Conseil de la Ligue arabe au niveau ministériel, consacré à l'examen de la situation au Moyen-Orient et dans le Golfe arabe, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette a permis d'«examiner les répercussions de l'escalade militaire dans la région sur la souveraineté et l'intégrité de nombre de pays arabes, ainsi que les risques et menaces qu'elle fait peser aux niveaux régionaux et internationaux», précise le communiqué.

Par ailleurs, le ministre a eu, durant la même journée d'hier, un entretien téléphonique avec son homologue azerbaïdjanais, Jeyhun Bayramov, a indiqué le ministère dans un autre communiqué précédemment. Les entretiens entre les deux ministres ont porté sur « les développements de la situation au Moyen-Orient et dans la région du Golfe arabe», précise le communiqué, soulignant que les deux parties ont «insisté sur l'importance de l'intensification des efforts visant à faire prévaloir les solutions pacifiques et diplomatiques, en vue de contribuer à la désescalade et à la création de conditions propices à la reprise des négociations». Le ministre d'Etat a exprimé, à cette occasion, « la solidarité de l'Algérie avec la République d'Azerbaïdjan qui a été impactée par les répercussions de l'escalade militaire que connaît l'ensemble de la région», ajoute la même source.

R. I.

CRIME PERPÉTRÉ PAR DES COLONS SIONISTES À EL-KHALIL

Le MAE palestinien dénonce «un nettoyage ethnique»

Le ministère palestinien des Affaires étrangères a condamné hier le crime commis samedi soir par des colons sionistes dans la région de Masafer Yatta, au sud d'El-Khalil en Cisjordanie occupée, affirmant qu'il s'inscrit dans le cadre d'une politique de « nettoyage ethnique» et d'« escalade des pratiques d'extermination et de déplacement forcé».

Selon le ministère palestinien, l'attaque menée par des colons dans cette localité a provoqué la mort en martyr d'un jeune palestinien et plusieurs membres de sa famille blessés, dont l'un grièvement. Les agresseurs ont ouvert le feu à balles réelles alors qu'ils se trouvent à proximité de leur domicile dans le hameau de Khirbet Wadi al-Rakhim.

Dans un communiqué, le ministère palestinien a indiqué que ce crime s'inscrit dans « l'escalade dangereuse et continue des attaques de l'occupation et de ses instruments, représentés par des groupes de colons armés, contre le peuple palestinien en Cisjordanie occupée», en particulier dans les zones de Masafer Yatta, régulièrement ciblées par des tirs contre des civils ainsi que par des agressions contre leurs habitations et leurs biens. Le ministère a également averti que les forces d'occupation « profitent du climat de guerre et des tensions régionales, pour intensifier leurs crimes et tentent d'imposer une nouvelle réalité sur le terrain dans les territoires palestiniens occupés, y compris à El-Qods, en accélérant leurs politiques coloniales visant à vider progressivement la terre de ses habitants d'origine par la violence, les intimidations et les déplacements forcés ». Enfin, la diplomatie palestinienne a appelé la communauté internationale à «assumer ses responsabilités juridiques et morales», et à passer «des condamnations verbales à des mesures concrètes et dissuasives», notamment par l'imposition de sanctions claires contre le système colonial et ses soutiens.

PRIX DES CARBURANTS EN HAUSSE ET RISQUES DE PÉNURIES

La guerre au Moyen-Orient met à nu les vulnérabilités énergétiques de la France

La nouvelle crise engendrée par la guerre au Moyen-Orient vient de rappeler à la France que malgré ses ambitions climatiques et son important parc nucléaire, elle demeure vulnérable face aux chocs énergétiques mondiaux.



Les perturbations que connaissent actuellement le trafic pétrolier et la production des hydrocarbures dans le Golfe, avec notamment le blocage du détroit d'Ormuz, ont déjà provoqué une hausse sensible des prix des carburants dans l'Hexagone, illustrant ainsi les fragilités structurelles du système énergétique français, à la fois dépendant des marchés internationaux et confronté à des hésitations politiques sur la transition énergétique.

Bien qu'à court terme, le risque de pénurie de carburant demeure limité, selon des analystes qui mettent en avant le fait que la France n'importe que près de 10% de son pétrole depuis les pays du Golfe et dispose de réserves stratégiques capables de couvrir plusieurs mois de consommation. Toutefois, l'impact des crises géopolitiques se manifeste avant tout par les prix, car en quelques jours seulement, le baril de pétrole a grimpé de près de 25 dollars de plus qu'avant la crise, alors que les experts estiment que si les perturbations du transport maritime persistent, le seuil symbolique des 100 dollars pourrait être franchi, déclenchant un véritable choc pétrolier.

En conséquence, cette hausse se répercute rapidement sur les consommateurs et, en France, le litre d'essence sans plomb s'approche déjà de 1,8 euro et pourrait dépasser les 2 euros dans les semaines à venir. Selon les spécialistes du secteur énergétique, les carburants pourraient augmenter de 4 à 7% par semaine si les tensions sur l'approvisionnement se poursuivent. Ceci au moment où pour les ménages, l'impact est considérable, avec la dépense moyenne en carburant estimée déjà à près de 1 800 euros par an.

Cette situation souligne une caractéristique importante du modèle énergétique français, à savoir que même si l'électricité est majoritairement produite par le nucléaire, les transports reposent toujours largement sur les produits pétroliers. Or ces derniers sont importés et donc exposés aux fluctuations du marché mondial. Ainsi, la crise actuelle montre à quel point la sécurité énergétique du pays reste liée à des routes maritimes et à des équilibres géopolitiques éloignés du seul cadre de l'Union européenne.

ENORME RETARD DANS LA TRANSITION VERS LES ÉNERGIES PROPRES

Au-delà de leur impact sur le pouvoir d'achat des ménages, déjà mis à l'épreuve par les contreperformances de l'économie du pays, les tensions actuelles sur les prix des produits énergétiques exacerbent ces derniers jours les déchirements de la classe politique française.

Certains responsables réclament un plafonnement des prix de l'essence, tandis que d'autres accusent l'Etat de profiter de la situation grâce aux taxes sur les carburants, étant donné qu'elles représentent plus de la moitié du prix payé à la pompe.

De son côté, le gouvernement réfute toute l'idée d'un bénéfice financier, soulignant que « les chocs énergétiques ralentissent généralement la croissance économique et réduisent d'autres recettes fiscales », comme l'avait expliqué jeudi dernier le Premier ministre, Sébastien Lecornu.

Par ailleurs, outre la question conjoncturelle des prix, la crise révèle une difficulté plus profonde dans la transition énergétique française qui avance plus lentement que prévu. Les objectifs visant à réduire la dépendance aux énergies fossiles ont en effet été récemment revus à la baisse, notamment en raison des contraintes budgétaires et des inquiétudes sociales liées au coût de l'énergie.

A ce propos, faut-il rappeler que le souvenir du mouvement des gilets jaunes de 2018, déclenché par une hausse des taxes sur les carburants, continue d'influencer les choix politiques dans le pays, ont avancé un nombre d'analystes.

Cependant, cette prudence se combine à un climat de scepticisme plus large vis-à-vis de l'innovation dans l'énergie, tel qu'il ressort d'un récent sondage, publié jeudi dernier et faisant ressortir que seuls 27% des Français considèrent que le pays favorise l'innovation, contre 60% il y a cinq ans, tandis que les trois quarts restants (75%) estiment que la France est désormais en retard sur des économies comparables.

En tout cas, les spécialistes sont unanimes que, dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques récurrentes, la question énergétique dépasse largement la simple facture à la pompe, car elle touche à la compétitivité économique, à la stabilité sociale et à l'autonomie stratégique du pays.

Ahmed A.

L'économie syrienne fragilisée par les tensions régionales sur les produits énergétiques

A l'instar des autres pays de la région, l'économie syrienne n'a pas tardé à subir les premières retombées de la crise engendrée par la guerre actuelle au Moyen-Orient, dont plusieurs effets sont déjà perceptibles ou anticipés par les autorités locales et autres analystes.

Le premier concerne le secteur énergétique, du fait que la Syrie dépend en grande partie des importations de carburants, faisant que toute hausse des prix de l'énergie se répercute directement sur l'économie locale.

L'augmentation du coût du carburant entraîne une hausse des frais de transport et, par conséquent, du prix des biens de consommation. Cette situation accentue également la pression sur les finances publiques, dans un contexte où l'Etat doit maintenir l'approvisionnement énergétique et soutenir les services essentiels.

Face à ce défi, le ministère syrien de l'Energie a annoncé jeudi dernier une réduction des heures d'alimentation en électricité dans certaines régions, estimant que cette baisse est liée à la diminution des quantités de gaz naturel acheminées via la Jordanie pour alimenter les centrales électriques, ainsi qu'à l'interruption ponctuelle de ces livraisons.

Selon le même département ministériel, cette situation résulte directement de l'escalade régionale actuelle, qui empêche temporairement la poursuite des approvisionnements conformément aux accords précédemment établis.

Toutefois, le gouvernement syrien a indiqué que « des équipes techniques poursuivent la gestion du réseau électrique en s'appuyant sur la production locale de gaz disponible », tandis que « les heures d'alimentation sont organisées en fonction des capacités existantes afin de préserver la stabilité du réseau et d'assurer la continuité du service ».

La crise a également eu des conséquences directes sur certaines infrastructures, comme c'est le cas dans la périphérie de la capitale du pays, où un transformateur de la centrale industrielle d'Al-Otaybah a été mis hors service après la chute de débris de missile à proximité du site, a rapporté l'agence Sana mardi dernier.

AVEC UN TAUX DE 31,53% EN FÉVRIER, L'INFLATION REPART À LA HAUSSE EN TURQUIE

Après l'accalmie observée au début de l'année en cours, l'inflation a repris sa tendance haussière durant le mois de février dernier en Turquie, en grimpant à un taux de 31,53%, soit une hausse de près de 1% par rapport à son niveau de 30,65% enregistré le mois d'avant.

C'est ce que vient de révéler de nouvelles données publiées mardi dernier par TurkStat (Institut turc de la statistique), confirmant quasiment les prévisions d'une enquête réalisée fin février par l'agence Anadolu et qui anticipait un taux de 31,4% pour le même mois.

Sur un an, les prix à la consommation ont augmenté de 36,44% pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, de 28,86% pour les transports et de 42,33% pour le logement, soit les trois principaux groupes de dépenses les plus pondérés.

La contribution à la variation annuelle s'est élevée à 9,07% pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, 4,63% pour les transports et 6,24% pour le logement.

En variation mensuelle, les prix à la consommation ont progressé de 2,96% en février, en baisse par rapport aux 4,84% enregistrés en janvier.

Enfin, la moyenne de l'inflation sur 12 mois s'est établie à 33,39%, contre 53,83% sur la même période l'an dernier, traduisant un net ralentissement en rythme annuel, selon le même organisme.

AUSTRALIE

Alerte aux crocodiles après d'importantes crues



Le Territoire du Nord, en Australie, fait face à des inondations d'une ampleur exceptionnelle, entraînant l'évacuation de plus d'un millier de résidents et une mise en garde sévère contre la présence massive de crocodiles.
Les fortes pluies du week-end ont provoqué des crues importantes, la ville de Katherine enregistrant ses pires inondations depuis 1998. Face à cette situation, la police du Territoire du Nord a déployé hélicoptères et avions afin de venir en aide aux populations des zones reculées et d'organiser des évacuations d'urgence.
« La situation ne pourrait pas être pire », a déclaré aux journalistes le commandant de police Shaun Gill. Il a précisé qu'au moins 90 foyers étaient privés d'électricité et a mis en garde les habitants contre le danger représenté par les crocodiles, très présents dans les zones inondées. « Il y a des crocodiles absolument partout. Ne vous baignez pas, s'il vous plaît. Le message est très clair », a-t-il insisté. Plusieurs écoles resteront fermées lundi, a annoncé la ministre en chef du Territoire du Nord, Lia Finocchiaro, en raison de la montée des eaux et des risques persistants. Les autorités locales continuent de suivre de près la situation et d'organiser les secours pour les communautés les plus isolées. Le vaste Territoire du Nord, l'une des régions les moins peuplées d'Australie, est régulièrement exposé à des conditions météorologiques extrêmes, y compris cyclones et crues soudaines. Les inondations actuelles rappellent la vulnérabilité des habitants face aux phénomènes climatiques et la nécessité de mesures de prévention et de sécurité renforcées. **R. I.**

La jeunesse algérienne, porteuse des valeurs de solidarité et d'engagement (ministre)



Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a affirmé samedi à Boumerdes que la jeunesse algérienne demeurait profondément attachée aux valeurs de solidarité, d'entraide et d'engagement citoyen, qu'il convient de valoriser et de renforcer au sein de toute la société. S'exprimant à la presse à l'issue d'une visite d'inspection de plusieurs restaurants destinés aux personnes de passage à travers la wilaya, le ministre a souligné que l'élan de solidarité observé durant le mois sacré de Ramadhan reflétait l'identité et les traditions du peuple algérien. Selon lui, cet engagement n'a rien d'étonnant, car les valeurs de soutien, d'assistance et de partage font partie intégrante de la culture nationale.
M. Hidaoui a indiqué que chaque occasion permet de constater davantage l'esprit d'initiative de la jeunesse algérienne, qu'il a qualifiée de « jeunesse entreprenante », fortement impliquée dans les actions caritatives et les initiatives de bienfaisance. Dans la wilaya de Boumerdes, de nombreux jeunes consacrent ainsi leur temps tout au long du mois de Ramadhan à participer bénévolement à la gestion de restaurants de solidarité et à diverses opérations humanitaires. Ces initiatives, organisées par des bienfaiteurs et différentes associations de la société civile, visent notamment à venir en aide aux personnes de passage ainsi qu'aux citoyens dans le besoin. Pour le ministre, cet engagement traduit une véritable conscience sociale et un sens aigu du devoir envers la communauté.
Il a rappelé, à ce propos, l'initiative « Bravo aux jeunes », organisée par le Conseil supérieur de la jeunesse depuis trois ans. Cette activité permet de rencontrer les jeunes engagés dans des actions solidaires durant le Ramadhan et de mettre en valeur leurs efforts au service de la société. Au cours de sa visite, M. Hidaoui a inspecté deux restaurants destinés aux personnes de passage à Thenia et à Boumerdes. Il a également pris part à un iftar collectif avec les étudiants de la résidence universitaire « Ziane Lounés », à la faculté des sciences de l'Université de Boumerdes. **R. N.**

CIRCONCISION DURANT LE RAMADHAN

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ RAPPELLE LES RÈGLES À RESPECTER

Durant le mois sacré de Ramadhan, de nombreuses familles algériennes choisissent de faire circoncire leurs enfants, perpétuant ainsi une tradition largement répandue dans la société. Cette période de l'année enregistre généralement une hausse notable du nombre de ces interventions au niveau des hôpitaux et des cliniques privées.
Face à cet afflux et afin de garantir la sécurité des enfants, le ministère de la Santé a rappelé, dans un communiqué, les règles et mesures à respecter lors de la réalisation de cette intervention chirurgicale. Les autorités sanitaires insistent notamment sur la nécessité d'effectuer la circoncision exclusivement dans un cadre médical approprié.
Selon le ministère, l'opération doit impérativement être réalisée dans un établissement de santé, qu'il soit public ou privé, à condition qu'il soit équipé de toutes les conditions sanitaires requises. L'intervention doit également être pratiquée par un médecin spécialiste en chirurgie, habilité à effectuer ce type d'acte médical.
Le ministère souligne également l'importance de procéder à des analyses médicales préalables avant l'opération. Ces examens permettent au chirurgien d'évaluer l'état de santé de l'enfant et de s'assurer qu'il est apte à subir l'intervention dans les meilleures conditions de sécurité.
Par ailleurs, il est strictement interdit d'effectuer la circoncision en dehors des services de chirurgie des établissements hospitaliers publics ou des cliniques privées autorisées à travers le territoire national. Cette mesure vise à prévenir les risques sanitaires pouvant résulter d'interventions pratiquées dans des conditions inadaptées.
Enfin, le ministère de la Santé recommande aux familles de ne pas concentrer les opérations de circoncision durant la nuit du 27e jour de Ramadhan, période qui connaît traditionnellement une forte demande. Une meilleure répartition des interventions permet de garantir une prise en charge médicale optimale et d'éviter toute surcharge des structures de santé.
R. N.

Un tremblement de terre de magnitude 5,3 secoue le nord-ouest de la Grèce

Une secousse tellurique de magnitude 5,3 a frappé la nuit de samedi à dimanche le nord-ouest de la Grèce, provoquant inquiétude et frayeur, mais sans faire de victimes, ont indiqué les autorités locales.
Le tremblement de terre a été fortement ressenti dans la région d'Ioannina, chef-lieu de l'Épire, située à 420 km au nord-ouest d'Athènes. Selon les premiers bilans, aucun dégât majeur ni victime n'a été signalé à ce stade, malgré l'intensité ressentie par la population.
L'épicentre du séisme a été localisé à proximité de la commune de Leptokarya, à une profondeur de 14 km, d'après les relevés de la station sismographique de Thessalonique, dans le nord du pays. Plus d'une dizaine de répliques, dont l'intensité variait entre 2,5 et 4,6 de magnitude, ont suivi le séisme principal, maintenant la vigilance des habitants.
Le préfet de l'Épire, Alexandros Karhimanis, a précisé sur la chaîne de télévision Action24 que le séisme avait provoqué de petits éboulements rocheux sur l'autoroute Egnatia, principale voie de circulation dans le nord du pays, ainsi que des coupures d'électricité dans certaines zones de la région d'Ioannina. L'alimentation électrique a été progressivement rétablie.
Située sur plusieurs failles géologiques actives en Méditerranée, la Grèce est régulièrement exposée à des secousses sismiques. Les autorités locales rappellent à la population la nécessité de rester prudente et de suivre les consignes de sécurité en cas de nouvelles répliques.
R. I.



LA VOIE D'ALGÉRIE
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Édité par la Sarl CHROME COMMUNICATION

ADMINISTRATION
administration@lavoiedalgerie.dz

Directrice générale/Gérante :
M. Azzouz

Directeur de la publication
Lyès Menacer
lyesmenacer@lavoiedalgerie.dz

Directrice de la rédaction
Saida Azzouz
redaction@lavoiedalgerie.dz

Directeur technique
Kamal Allalou
pao@lavoiedalgerie.dz

Siège social :
02 Rue Farid Zouièche,
Maison de la Presse Kouba 16008– Alger
Tél. :/Fax : +213 023 709 668
E-mail : lavoiedalgerie@gmail.com

Pour votre PUBLICITÉ, s'adresser à :
Régie publicitaire : 023 709 668
(publicite@lavoiedalgerie.dz)

Pour votre COURRIER
coordination@lavoiedalgerie.dz

Pour votre PUBLICITÉ s'adresser à :
L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger
Tél : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 / 020 05 13 45 /
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'Impression d'Alger (SIA)

DIFFUSION
Distribution de journaux et magazines Smichat Sid Ali
Mob : 0541 91 92 49

Le projet de réalisation d'une zone franche commerciale bientôt lancé à In-Guezzam

La réalisation d'une zone franche commerciale dans la wilaya d'In-Guezzam a été au centre d'une séance de travail présidée par les autorités locales, en présence des membres de la commission interministérielle chargée de l'étude relative à ce projet, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya.
Lors de cette rencontre tenue au siège de la wilaya, des explications ont été fournies concernant notamment l'assiette foncière proposée pour la réalisation de la zone franche commerciale et les perspectives économiques attendues de la dynamisation des échanges commerciaux avec les pays voisins. Elle a également été l'occasion d'aborder diverses questions liées à l'activité frontale, notamment la gestion du poste frontalier, les procédures réglementaires et douanières en vigueur, ainsi que l'activité commerciale quotidienne et le troc frontalier. Au terme de cette séance de travail, la délégation ministérielle a effectué une visite de terrain au poste frontalier pour s'enquérir des conditions de travail et des moyens disponibles, avant d'inspecter le terrain destiné à accueillir la zone franche commerciale d'In-Guezzam et d'identifier les démarches à suivre pour la concrétisation du projet.

FOOTBALL

CAN-2026 U17
(QUALIFICATIONS/ ZONE UNAF)

L'ALGÉRIE DÉBUTERA FACE À LA LIBYE LE 24 MARS

La sélection nationale de football des moins de 17 ans (U17), affrontera son homologue libyenne, le mardi 24 mars au stade international de Benghazi (16h00), lors de la 1re journée du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF), prévu du 22 mars au 5 avril en Libye, qualificatif à la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2026 de la catégorie, selon le calendrier dévoilé par l'UNAF. Les joueurs du sélectionneur Amine Ghimouz, enchaîneront en défiant le Maroc, le vendredi 27 mars au stade Al-Ittihad Al-Askari (15h00). Exemptés de la troisième journée, les cadets algériens reprendront la compétition en croisant le fer avec la Tunisie, le jeudi 2 avril au stade international de Benghazi (15h00), avant de boucler le tournoi face à l'Egypte, le dimanche 5 avril, toujours au stade international de Benghazi (13h00). Avant de s'envoler pour la Libye, l'équipe nationale effectuera un dernier stage à Alger du 14 au 17 mars. Le tournoi se déroulera sous forme d'un mini-championnat de cinq journées, à l'issue desquelles les trois premiers au classement se qualifieront à la phase finale de la CAN-2026 U17.

Programme du tournoi (heures algériennes) :
1re journée (mardi 24 mars 2026) Maroc - Tunisie 13h00 Libye - Algérie 16h00
Exempt : Egypte 2e journée
(vendredi 27 mars 2026) Tunisie - Egypte 13h00
Algérie - Maroc 15h00 Exempte : Libye 3e journée (lundi 30 mars 2026) Libye - Tunisie 13h00 Egypte - Maroc 15h00
Exempte : Algérie 4e journée (jeudi 2 avril 2026) Libye - Egypte 13h00 Tunisie - Algérie 15h00 Exempt :
Maroc 5e et dernière journée (dimanche 5 avril 2026)
Algérie - Egypte 13h00 Maroc - Libye 13h00 Exempte : Tunisie.

ATHLÉTISME

SEMI-MARATHON

Nouveau record du monde pour l'Ougandais Kiplimo à Lisbonne

L'Ougandais Jacob Kiplimo a établi un nouveau record du monde du semi-marathon en s'imposant en 57 min 20 sec à Lisbonne hier, améliorant de dix secondes le précédent chrono de référence. Le triple champion du monde de cross-country (2023, 2024, 2026) a effacé des tablettes l'Ethiopien Yomif Kejelcha qui à Valence en 2024, avait battu pour une seconde le record alors détenu par... Kiplimo (57 min 31 sec à Lisbonne en 2021).
Médaillé de bronze sur 10.000 m aux Jeux de Tokyo en 2021 puis aux Mondiaux-2022, Kiplimo a réalisé un temps de 56 min 42 s à Barcelone l'an dernier, mais son record du monde n'a pas pu être homologué, car les conditions de course n'étaient pas entièrement conformes aux règles de World Athletics.
Dans une course qui s'est élancée sans lièvre, Kiplimo a démarré pied au plancher bouclant les premiers 5 km en un 13 min 28 sec. Seul le duo kényan composé de Nicholas Kipkorir et Gilbert Kiprotich a pu suivre le tempo imprimé par l'Ougandais, le trio passant au 10e kilomètre en 27 min. Il a maintenu cette cadence tout du long avant de franchir la ligne d'arrivée en 57:20 suivi de Kipkorir (58 min 08 sec) et Kiprotich (58 min 59 sec).

ALERTE MÉTÉO

Des pluies orageuses dans plusieurs wilayas



Les services météorologiques ont émis hier plusieurs bulletins météorologiques spéciaux annonçant des précipitations parfois soutenues dans plusieurs régions du pays. Selon les informations communiquées par l'Office national de la météorologie et relayées par le ministère de l'Intérieur, ces perturbations concerneront de nombreuses wilayas du nord et de l'intérieur, avec des quantités de pluie pouvant atteindre localement 40 millimètres.
Une première alerte de niveau deux, classée en vigilance orange, concerne huit wilayas de l'est du pays. Il s'agit de Bordj Bou Arreridj, Sétif, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, Oum El Bouaghi et M'sila. Dans ces régions, les services météorologiques prévoient des précipitations comprises entre 20 et 30 millimètres.
Une seconde zone plus étendue est également placée en vigilance orange. Elle concerne plusieurs wilayas de l'ouest, du centre et du nord du pays, notamment Tlemcen, Naâma, Sidi Bel Abbès, Saïda, Tiaret, Mascara, Relizane, Tissemsilt, Aïn Defla, Chlef, Médéa, Blida, Bouira, Tizi Ouzou ainsi que le nord de Djelfa. Dans ces régions, les cumuls de pluie pourraient atteindre entre 20 et 40 millimètres. Cette situation qui a débuté, hier, devrait se maintenir jusqu'à ce à 06h00. Les wilayas côtières de Tipaza, Alger et Boumerdès sont également concernées par une vigilance orange pour des pluies estimées entre 20 et 30 millimètres. Selon la même source, ces précipitations sont attendues à partir de 22h00 (hier-NDLR) et devraient se poursuivre jusqu'à ce lundi à 09h00. Les prévisions indiquent par ailleurs que les perturbations atteindront certaines régions du sud à partir de ce lundi. Les zones du sud d'In Salah, du nord de Tamanrasset, de Djanet et du sud d'Illizi devraient enregistrer des pluies comprises entre 20 et 30 millimètres. Cette alerte entrera en vigueur ce lundi et restera valable jusqu'à demain mardi matin.
En parallèle, les services météorologiques ont également placé plusieurs wilayas en vigilance jaune pour des pluies accompagnées parfois d'orages. Cette alerte concerne notamment plusieurs régions du nord, dont Alger, Tipaza, Boumerdès, Chlef, Mostaganem, Oran, Aïn Témouchent, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda, Mascara, Relizane, Tissemsilt, Aïn Defla, Médéa et Blida.
Pour la journée de ce lundi, les prévisions annoncent également des pluies orageuses dans plusieurs wilayas de l'est et du centre, tandis que des vents forts accompagnés de soulèvements de sable sont attendus dans certaines régions sahariennes, notamment à Tamanrasset, In Guezzam et Djanet. Les autorités appellent les citoyens « à la prudence » et « à suivre régulièrement les bulletins météorologiques. »

F.B.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

7 morts et 169 blessés en 24 heures (Protection civile)

Sept (7) personnes sont décédées et 169 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, a indiqué hier un bilan de la Protection civile.
Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Tébessa, Constantine, Sétif, Boumerdès, Batna, Biskra et Annaba, précise la même source.

Secousse tellurique de magnitude 3,2 degrés dans la wilaya de Médéa (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude 3,2 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée, hier à 12h43, dans la wilaya de Médéa, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).
L'épicentre de la secousse a été localisé à 8 kilomètres au Nord-ouest de Mihoub, précise la même source.

